

LA MIGRATION - MON PROJET

LES CANDIDATS ET LES
RÉSEAUX MIGRATOIRES -
CAS DE LA REPUBLIQUE
DE GUINEÉ

RAAPPORT
01/2019



Laboratoire des Etudes et Recherches sur le Genre,
l'Environnement, les Religions et les Migrations
Université Gaston Berger de Saint-Louis

Cette étude est réalisée grâce au soutien de la Fondation Rosa Luxemburg. Toutefois, les avis exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de cette Fondation.

Sommaire

Introduction	11
1. Paramètres de l'étude	15
Contexte et justification de l'étude	15
Démarche méthodologique	17
2. La migration – le cas de la Guinée	21
Entre injonction sociale au départ et projet personnel migratoire	23
Désenchantement et stratégies d'adaptation	24
Retours (volontaires) comme (dernières) solutions	25
Vers des politiques intégrées contre la migration irrégulière	26
3. Le voyage : quel sens dans la communauté	27
Les migrants : candidats et profils	28
Les causes des flux migratoires en Guinée	30
La famille, les amies et la migration	31
Emigrer pour investir	35
4. Construction de destinations et stratégies migratoires	36
Les papiers	37
Les transports	38
La famille	38
5. Images et représentations des migrants	44
6. Alternatives à l'émigration irrégulière	50
Les parents et la migration	54
Les services de l'État face à l'émigration irrégulière	58
Conclusion	60
Bibliographie	64

Liste des sigles

AGUIPE	Agence Guinéenne pour la promotion de l'emploi
APIP	Agence de Promotion des Investissements Privés
BOCEJ	Booster les Compétences de la Jeunesse
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
DAF	Directeur Administratif et Financier
ELEP	Enquête Légère pour l'Évaluation de la Pauvreté
FOJEG	Forum des Jeunes de Guinée
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ONPP	Organisation Nationale pour le Perfectionnement Professionnel
PME	Petites et Moyennes Entreprises
IDH	Indice de Développement Humain
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RTG	Radiotélévision Guinéenne
UA	Union Africaine
USAID	United States Agency for International Development

Résumé exécutif

En Guinée, la pauvreté qui avait initialement un profil rural s'est déportée dans les zones urbaines à travers un accroissement de l'inégalité des revenus. Cette tendance à la paupérisation des villes serait due en partie au phénomène d'urbanisation non contrôlée, caractérisée par des zones périurbaines de plus en plus précaires. En outre, ce pays est marqué par un taux de chômage aigu qui affecte 20 % des jeunes âgés de 25 à 34 ans. Face au manque de perspectives, l'émigration a connu des proportions importantes et concerne le plus souvent les populations de 15 à 34 ans.

Dans le cadre de cette étude, au plan méthodologique, un échantillonnage par quotas a été réalisé pour la collecte des données dans différents sites en Guinée, à savoir à Conakry (Ratoma, Matam, Dixinn et Matato), Dubreka, Kindia et Mamou où des entretiens individuels et collectifs ont été faits auprès de différents acteurs pour vérifier l'attention portée à la situation du chômage, au sous-emploi et à la pauvreté.

La cartographie des régions citées plus haut permet de voir que l'émigration irrégulière y côtoie et se superpose à d'autres formes de mobilités telles que les mouvements internes vers des pays d'Afrique centrale, ou encore des mobilités locales qui relèvent du simple exode rural. Celui-ci pouvant lui-même se prolonger et se transformer en des mobilités régionales, ou au contraire s'orienter vers des pays de transit conduisant vers les routes d'accès à l'Europe.

D'un point de vue des perceptions des familles, l'ampleur du phénomène contraste avec une perception largement défavorable sur l'émigration irrégulière des jeunes avec la perte de vies humaines et le manque de main-d'œuvre comme argument principal. Par opposition, ceux, minoritaires qui défendent le phénomène migratoire, avancent la pauvreté et le chômage comme raisons principales.

En termes de résultats, cette étude nous apprend le voyage des Guinéens est généralement fait en plusieurs étapes, et peut prendre entre un mois et plusieurs années. En route, les migrants s'installent souvent temporairement dans des carrefours migratoires pour travailler et épargner suffisamment d'argent pour la prochaine étape, qui se fait généralement dans des camions ou des pickups.

À part une minorité qui voyage par avion, et en dépit de l'existence d'itinéraires multiples, la majorité des migrants guinéens rejoignent le Maghreb par voie terrestre à partir du Niger et plus précisément d'Agadez et de Niamey pour se rendre en Europe. Au cours des dernières années, de nombreux guinéens, malgré le contrôle des frontières au niveau du Maroc ou de la Libye, ont réussi avec la complicité de passeurs à rejoindre l'Europe. Malgré le renforcement des « voies légales » d'accès à l'Europe, de nombreux guinéens se sont engagés dans de dangereuses traversées irrégulières de la Méditerranée pour se rendre en Occident.

La migration est un projet collectif et familial. En effet, presque la totalité des migrants interrogés affirment qu'ils ont été aidés par leurs familles à faire le voyage. L'aide est destinée pour la plupart du temps à payer les frais de voyage (30%), à préparer le voyage ou servir d'argent de poche (un peu plus de 25%). Elle leur permet aussi d'acquérir les documents administratifs (environ 20%) et peut consister, par ailleurs, à fournir des adresses ou numéros de téléphone pour leur accueil à l'étranger (environ 15%). S'agissant des conditions dans lesquelles le migrant est parti, 60% disent qu'ils sont partis avec des documents officiels contre 40%.

Pour la majeure partie des enquêtés, les sommes d'argent à envoyer une fois à l'étranger doivent servir plus à subvenir aux besoins de la famille et même à la scolarisation des enfants. Parmi les autres motifs, on peut mentionner par ordre de priorité, l'investissement dans un projet économique, la construction de logements, l'achat de terrains ou de biens agricoles, la construction de monuments publics (mosquées, etc.), la modernisation de matériels agricoles et aider une personne à migrer. Ce n'est pas seulement de l'argent que souhaitent envoyer les migrants. Il y a aussi des matériels et par ordre de priorité selon les enquêtés, on peut citer des appareils électroménagers, des voitures, des matériels pour le travail agricole, des médicaments et autres.

En Guinée, c'est l'afflux grandissant de mineurs non accompagnés qui paraît inédit dans ce phénomène. Si la question n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans une tout autre logique. Les stratégies migratoires des mineurs semblent plus fluctuantes que celles des adultes. Elles sont tantôt collectivement organisées, tantôt inscrites dans des logiques cachées et individuelles. Qu'ils soient adultes ou mineurs, les guinéens candidats à la migration partagent le plus souvent la même pression sociale pour ce qui est de réussir, pour eux-mêmes et pour leurs communautés. Les migrants déjà installés en Europe ou ailleurs, revenus en vacances visiter leur famille et affichant des signes extérieurs de richesses (voiture, maison, argent,

habits et parures) sont une première source d'inspiration et sont vus comme des modèles de réussite.

Il faut également souligner qu'en dehors du territoire guinéen, les routes migratoires prennent trois directions principalement. Lorsqu'elles ont la région d'Afrique centrale comme destination, elles transitent par la Côte d'Ivoire pour descendre vers le Sud. Ensuite, des routes passent par le Mali (Bamako, Gao, Kidal) puis le Niger (Agadez), d'où elles rejoignent le désert algérien (Tamanrasset) pour finir aux portes de la Méditerranée soit par le Maroc, soit par la Libye. La dernière direction est celle que des migrants guinéens prennent en passant par le Sénégal, puis la Mauritanie pour enfin se rendre au Maroc.

Une telle situation ne cesse de prendre des proportions importantes car l'école est loin d'être un facteur d'égalisation des chances et de réduction des inégalités sociales. Elle ne garantit pas non plus l'adéquation des formations aux emplois disponibles. De fait, elle perd de plus en plus de légitimité, ne pouvant plus remplir sa mission d'intégration : les attentes des familles restent souvent en déphasage avec la mission de formation de citoyens que les États assignent à l'école. L'échec scolaire et les abandons n'en sont devenus que plus grands, venant remplir les espaces urbains de non-qualifiés et de non diplômés toujours plus nombreux.

Rejoindre sa famille, la recherche de meilleures conditions de travail et la recherche d'un meilleur emploi ou d'un emploi sont des raisons citées par bon nombre de migrants à côté d'autres raisons comme l'investissement économique, l'aide à la localité, se soigner ou rejoindre un ami ou un(e) conjoint(e). Ce qui montre que les raisons de la migration sont multidimensionnelles et multifactorielles. En effet, elles sont à la fois sociales, économiques et politiques. De plus, ce sont des raisons qui peuvent être mesurées selon le nombre de fois que le migrant a quitté le pays pour aller à l'étranger.

Avec les nombreuses « traversées illégales » des populations guinéennes, des accords ont été signés entre la Guinée et des pays européens ou institutions internationales dans le cadre de la gestion des flux migratoires irréguliers. En 2006, la Guinée et l'Espagne ont signé un accord en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Dans le cadre des Fonds fiduciaires d'urgence, en 2015, la Guinée a bénéficié de 5.182.000 d'euros de l'Union européenne pour le renforcement de la gouvernance des migrations et la réintégration des migrants en Guinée.

Executive Summary

In Guinea, poverty, which initially had a rural profile, has shifted to urban areas with rising income inequality. This trend towards urban impoverishment is partly due to the uncontrolled urbanization phenomenon, characterized by increasingly precarious peri-urban areas. The country also has a high unemployment rate, which affects 20% of young people aged 25 to 34. Faced with the absence of prospects, emigration has reached significant proportions and most often concerns populations aged 15 to 34.

As part of this study, at the methodological level, a quota sampling was conducted for data collection at different sites in Guinea, namely Conakry (Ratoma, Matam, Dixinn and Matato), Dubreka, Kindia and Mamou where individual and group interviews were conducted with different stakeholders to verify the attention paid to the state of unemployment, underemployment and poverty.

The mapping of the above-mentioned regions shows that irregular emigration coexists and overlaps with other forms of mobility such as internal movements to Central African countries, or local mobility that is part of the simple rural exodus. This can itself be extended and transformed into regional mobility, or on the contrary be directed towards transit countries leading to access roads to Europe.

From the standpoint of family perceptions, the extent of the phenomenon contrasts with a largely unfavourable perception of the irregular emigration of young people, with the loss of human lives and lack of labour as the main argument. In contrast, those in the minority who defend the migration phenomenon cite poverty and unemployment as the main reasons.

In terms of results, this study teaches us that Guineans generally travel in several stages and the journey can take between a month and several years. On the way, migrants often settle temporarily in migration hubs to work and save enough money for the next stage of the journey, which is usually done in trucks or pickups.

Apart from a minority who travel by air, and despite the existence of multiple routes, the majority of Guinean migrants reach the Maghreb by land from Niger and more precisely from Agadez and Niamey to Europe.

In recent years, many Guineans, despite border controls in Morocco or Libya, have managed to reach Europe with the complicity of smugglers. Despite the tightening of "legal routes" to Europe, many Guineans have embarked on dangerous and irregular crossings of the Mediterranean to the West.

Migration is a collective and family project. Indeed, almost all of the migrants interviewed said that they had been helped by their families to undertake the trip. Most of the assistance is intended to cover travel expenses (30%), to prepare for the trip or to be used as pocket money (just over 25%). It also enables them to acquire administrative documents (about 20%) and may help provide addresses or telephone numbers for their accommodation abroad (about 15%). Regarding the conditions under which the migrants left, 60% say they left with official documents compared to 40% who left without.

For the majority of respondents, the amounts of money to be sent once abroad are intended to be used more to support the family and to send children to school. Other reasons include, in order of priority, investment in an economic project, housing construction, the purchase of land or agricultural property, the construction of public monuments (mosques, etc.), the modernization of agricultural equipment and helping a person to migrate. It is not just money that migrants are willing to send. There are also materials which, according to the respondents, include -in order of priority - household appliances, cars, farming equipment, medicines and others.

In Guinea, the growing influx of unaccompanied minors seems unprecedented in this phenomenon. Although the question is not new, it is part of a completely different logic. The migration strategies of minors seem to be more volatile than those of adults. They are sometimes collectively organized, sometimes within hidden and individual logics. Whether adults or minors, Guineans who are candidates for migration most often share the same social pressure to succeed, for themselves and for their communities. Migrants already settled in Europe or elsewhere, who have returned on holiday to visit their families and show external signs of wealth (car, home, money, clothes and ornaments) are a primary source of inspiration and are seen as models of success.

It should also be noted that outside Guinea, migration routes are mainly in three directions. When the destination is the Central African region, they transit through Côte d'Ivoire to the south. Then, travel by road through

Mali (Bamako, Gao, Kidal) then Niger (Agadez), from where they join the Algerian desert (Tamanrasset) to end at the shores of the Mediterranean either through Morocco, or through Libya. The third is the direction that Guinean migrants take through Senegal, then Mauritania and finally to Morocco.

Such a situation continues to take on significant proportions because schooling is far from being a factor in equalizing opportunities and reducing social inequalities. Nor does it guarantee that the training matches the jobs available. In fact, it is increasingly losing legitimacy, as it can no longer fulfill its mission of integration: families' expectations are often out of step with the mission of educating citizens that the States assign to the school. School failures and dropouts have become even more prevalent, filling urban spaces with an ever-increasing number of unskilled and unqualified people.

Reuniting with family, seeking better working conditions and finding a better job, or just a job, are reasons mentioned by many migrants alongside other reasons such as economic investment, local support, health care or joining a friend or spouse. This shows that the reasons for migration are multidimensional and multifactorial. Indeed, they are at the same time social, economic and political. In addition, these are reasons that can be measured by the number of times the migrant has left the country to go abroad.

With the many "illegal crossings" of Guinean populations, agreements have been signed between Guinea and European countries or international institutions for the management of irregular migratory flows. In 2006, Guinea and Spain signed an agreement to combat illegal immigration. Under the Emergency Trust Funds, in 2015, Guinea received €5,182,000 from the European Union to strengthen migration governance and the reintegration of migrants in Guinea.

Introduction

La Guinée possède près des deux-tiers des réserves mondiales de bauxite mais malgré cette richesse elle est l'un des pays au monde les plus pauvres. En Guinée, la pauvreté qui avait initialement un profil rural a commencé à se déplacer dans les zones urbaines à travers une tendance à l'augmentation de l'inégalité des revenus. Cette tendance à la paupérisation des villes serait due en partie au phénomène d'urbanisation non contrôlée, caractérisée par des zones périurbaines de plus en plus précaires.¹ À ce jour, 50% de la population guinéenne vit en dessous du seuil de pauvreté et 20% en dessous du seuil d'extrême pauvreté.

Selon l'enquête menée en 2017 par State View International, la pauvreté s'est accrue beaucoup plus en milieu rural qu'en milieu urbain. Même s'il y a aussi une paupérisation en milieu urbain, il est vrai que la majorité des pauvres sont en milieu rural. Mais, il y a également beaucoup de gens qui habitent les grandes agglomérations urbaines ou péri-urbaines qui deviennent de plus en plus pauvres.²

Pour faire face à la pauvreté, la Guinée, entre 2002 et 2015, a mis en œuvre trois documents de Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) : DSRP 1 (2002-2006), DSRP 2 (2007-2010) prorogé pour la période 2011-2012 et DSRP 3 (2013- 2015). Ces DSRP ont servi de cadre d'opérationnalisation des OMD dans le pays et ont visé pour l'essentiel la mise en place d'un cadre propice à la création des richesses (accélération de la croissance économique) et la lutte contre la pauvreté : création d'opportunités et de revenus pour tous et amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base. En dépit de cette priorité accordée à la lutte contre la pauvreté, le bilan des différentes interventions reste mitigé.³

Outre la pauvreté, la Guinée est marquée par un taux de chômage aigu qui affecte lourdement les populations âgées de 25 à 34 ans. À cet effet, selon l'enquête spécifique sur l'emploi et le travail décent réalisée en 2012, le taux de chômage est estimé à 20 % pour les jeunes âgés de 25 à 34 ans. Cette enquête estime à 10 % le taux de chômage des jeunes urbains et près de 64 % de ces chômeurs résident à Conakry. Selon le sexe, 59 % des chômeurs urbains sont des hommes et 41 % des femmes.⁴

¹ Nations Unies. Commission économique pour l'Afrique. Profil de pays : Guinée, 2015

² <https://www.guineenews.org/pauvrete-en-guinee-plus-de-90-ont-manque-d'argent-en-2017/>

³ République de Guinée. Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au forum politique de haut niveau - New-York, juillet 2018. Rapport national draft. Version 3. Juin 2018

⁴ République de Guinée. Ministère de l'emploi, du travail, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. Enquête spécifique sur l'emploi et le travail décent, 2012).

Parallèlement, le taux de chômage en milieu urbain a doublé, passant de 8 % en 2012 à 16 % en 2015.⁵ Par conséquent, en Guinée, la question de l'emploi et de l'insertion socioprofessionnelle reste la préoccupation majeure face à la montée croissante du chômage. Selon les résultats de l'enquête pécifique sur l'emploi et le travail décentralisé en 2012, le phénomène touche particulièrement les jeunes de (25-34 ans soit 54 % de la population). Le taux de chômage est estimé à 20 % pour cette frange de la population. Selon le sexe, 59 % des chômeurs urbains sont des hommes contre 41 % pour les femmes.⁶

La structure globale des emplois montre qu'une bonne partie de la main-d'œuvre est employée dans le secteur primaire agricole qui occupe plus de 60 % des emplois et 92,5 % des activités informelles. Ce secteur occupe 64 % des hommes et 74 % des femmes. Le secteur secondaire ne fournit que 5 % des emplois principalement destinés aux hommes. Quant au secteur tertiaire, essentiellement représenté par le commerce, il fournit 25 % des emplois et occupe 27 % de la main-d'œuvre masculine et 25 % de la main-d'œuvre féminine (République de Guinée).⁷ Toutefois, le secteur informel demeure le vivier des emplois en Guinée avec 92 % des actifs et le secteur formel 7,5 %.⁸

Selon le rapport national de l'éducation pour tous en Guinée, publié en 2015, entre 2000 et 2013, les dépenses de l'éducation rapportées au PIB sont passées de 1,8 à 3,8. La part de l'enseignement primaire dans les ressources publiques allouées au secteur a diminué, passant de 51 % en 2002 à 47 % en 2008 puis à 43 % en 2013. Cette part est en dessous de l'objectif fixé par l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'éducation pour tous qui représente 50 % des dépenses courantes de l'éducation.⁹

Concernant la qualité de l'éducation, la faiblesse de l'efficacité interne et externe découle entre autres de la faible qualification des enseignants, les effectifs pléthoriques dans les salles de classe, la faible adéquation des profils du secondaire avec les filières de formation aux niveaux du technique professionnel et du supérieur, l'inadaptation des formations aux

⁵ <http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview>

⁶ Nations Unies. Commission économique pour l'Afrique. Profil de pays : Guinée, 2015

⁷ République de Guinée. Ministère de l'emploi, du travail, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, 2012

⁸ République de Guinée. Ministère de l'emploi, 2012

⁹ République de Guinée. Examen national 2015 de l'éducation pour tous : Guinée, 2015).

besoins du marché de l'emploi, l'absence d'établissements secondaires techniques d'excellence, et l'insuffisance numérique, le vieillissement et la faible motivation du corps enseignant.¹⁰

Par ailleurs, malgré ces progrès sur le plan quantitatif, beaucoup reste à faire au niveau de la qualité. En effet, d'après les résultats de l'enquête sur la pauvreté de 2012, 47 % des élèves du primaire (50 % en milieu rural et 43 % en milieu urbain) ne sont pas satisfaits des services d'éducation fournis. Les principales raisons évoquées pour justifier l'insatisfaction des élèves sont : le manque de livres et de fournitures (38 % des cas de réponses), les effectifs pléthoriques dans les salles de classe (34 %), la cherté de l'école (26 %), le manque ou l'insuffisance d'enseignants (18 %), l'absentéisme des enseignants (15 %) et la faible qualité de l'enseignement dispensé (11 %). (République de Guinée. Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au forum politique de haut niveau - New-York, juillet 2018. Rapport national draft. Version 3. Juin 2018).

Face au manque de perspectives, aux yeux de nombreuses populations en Guinée, l'émigration internationale de 2007 à 2014 a connu des proportions importantes. Ainsi, les courbes de l'émigration suivent une allure croissante quel que soit le sexe considéré entre 2007 et 2013. Elles atteignent le maximum en 2013. Pour l'ensemble des émigrants, les proportions sont passées de 6,73% en 2007 à 26,94% en 2013.¹¹ Dans les déplacements des migrants, la proximité, l'espoir de trouver meilleur et la facilité d'accès sont des facteurs considérables. Nous constatons que de 2007 à 2014, les destinations privilégiées des personnes qui quittent la Guinée, sont : le premier pays de destination est le Sénégal et la deuxième est la Côte d'Ivoire. La plupart des migrants quittent la Guinée pour des raisons professionnelles (56,2 %), ou pour les études (15,6 %) ou encore pour le regroupement familial (13,5 %). Par contre les autres motifs tels que l'insécurité (0,12 %) y interviennent peu. En faisant une analyse différentielle par sexe nous nous apercevons que les hommes (67,2 %) se déplacent plus l'acquisition d'un travail rémunérateur. Quant aux femmes, elles se déplacent plus (50,3 %) pour rejoindre leur mari ou faire un regroupement familial. La migration quelle que soit sa nature, concerne le plus souvent les jeunes. L'essentiel de la migration se passe entre 15 et 34 ans. Les proportions les plus élevées des migrants ont été enregistrées

¹⁰ République de Guinée. Examen national 2015 de l'éducation pour tous: Guinée, 2015

¹¹ République de Guinée. Ministère du plan et de la coopération internationale. Institut national de la statistique (INS). Troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3). Rapport d'analyse des données du RGPH-3. Edition Décembre 2017.

dans les groupes d'âge 20 à 24 ans et 25 à 29 ans avec près de 13% pour chaque groupe.¹²

Le voyage transsaharien des Guinéens est généralement fait en plusieurs étapes, et peut prendre entre un mois et plusieurs années. En route, les migrants s'installent souvent temporairement dans des carrefours migratoires pour travailler et épargner suffisamment d'argent pour la prochaine étape, qui se fait généralement dans des camions ou des pickups.

À part une minorité qui voyage par avion, et en dépit de l'existence d'itinéraires multiples, la majorité des migrants guinéens rejoignent le Maghreb par voie terrestre à partir du Niger et plus précisément d'Agadez et de Niamey pour se rendre en Europe. Au cours des dernières années, de nombreux guinéens, malgré le contrôle des frontières au niveau du Maroc ou de la Libye, ont réussi avec la complicité de passeurs à rejoindre l'Europe. Malgré le renforcement des « voies légales » d'accès à l'Europe, de nombreux guinéens se sont engagés dans de dangereuses traversées irrégulières de la Méditerranée pour se rendre en Occident.

¹² idem

1. Paramètres de l'étude

Contexte et justification de l'étude

Avec les nombreuses « traversées illégales » des populations guinéennes, des accords ont été signés entre la Guinée et des pays européens ou institutions internationales dans le cadre de la gestion des flux migratoires irréguliers. Déjà en 2006, la Guinée et l'Espagne ont signé à Conakry un accord en matière de lutte contre l'immigration clandestine. Cet accord dit de "nouvelle génération", comprend un volet lié à l'immigration légale en vue de définir des mécanismes clairs pouvant faciliter l'accès des Guinéens en Espagne en fonction du besoin de main d'œuvre étrangère souhaitée par son pays. La seconde dimension de l'accord porte sur la coopération économique et commerciale en vue d'accompagner la Guinée dans ses efforts de lutte contre la pauvreté. Ainsi, le gouvernement espagnol a accordé une aide financière de 20 millions d'euros à la Guinée pour l'accompagner dans son développement.¹³

En 2011, un accord d'un nouveau type est signé entre la Guinée et la Suisse. Il englobe la migration au sens large, y compris l'aide à la réinstallation ou la collaboration dans la lutte contre le trafic d'êtres humains. Il s'agit d'un des premiers accords de réadmission conclu avec un pays africain. Cet accord de coopération en matière de migration prévoit d'encourager et d'assister les retours volontaires. La Guinée s'engage par ailleurs à réadmettre sur son territoire ses ressortissants qui n'ont pas ou plus le droit de séjourner en Suisse. L'accord prévoit une assistance à la réintégration dans le pays d'origine, ainsi que l'instauration d'un dialogue migratoire. Les deux pays veulent aussi collaborer dans la lutte contre la traite des êtres humains et les réseaux de trafics de personnes. Des campagnes de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière et des cours de formation pour le personnel consulaire sont notamment prévus.¹⁴

Dans le cadre des Fonds fiduciaires d'urgence, 2015, la Guinée, à travers le département des affaires étrangères, a bénéficié de 54 milliards de GNF pour les migrations de l'Union européenne. Un montant à la mobilisation duquel l'Italie et l'Allemagne ont fortement contribué et qui devra aider à la mise en œuvre d'un programme triennal dit de « Renforcement de la gouvernance des migrations et de support à la réintégration durable des

¹³ <http://www.panapress.com/La-Guinee-signe-un-accord-sur-l-immigration-avec-l-Espagne--13-639373-18-lang4-index.html>

¹⁴ https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2011/ref_2011-10-14.html

migrants en République de Guinée ». L'accord en question permet de soutenir la Guinée à améliorer la réintégration de 2 000 Guinéens retournés afin de leur donner les outils et les moyens de continuer une vie décente en Guinée ; de renforcer les structures et capacités nationales en termes de gestion de la réintégration de manière digne et durable ; de permettre aux migrants et aux migrants potentiels de prendre des décisions conscientes quant à leur parcours migratoire et sensibiliser les communautés les plus touchées par la migration irrégulière ; et de renforcer les données migratoires et la communication sur les flux, routes et tendances migratoires.¹⁵

D'autres accords ont été signés en 2018. Les députés de l'Assemblée Nationale de la République de Guinée ont adopté par la majorité des présents, l'accord entre le gouvernement allemand et le gouvernement guinéen relatif à la coopération en matière de migration légale et illégale. Cet accord a pour objectif de définir le cadre institutionnel, juridique et politique de la coopération gouvernementale entre les deux pays dans le domaine de la migration et du renforcement bilatéral en vue de pérenniser les bases de leur politique de développement.¹⁶

Toujours en 2018, la Guinée et l'Italie ont envisagé une reprise de leurs relations diplomatiques et de coopération dans plusieurs secteurs du développement, après plus de 10 ans de suspension. En effet, la Guinée et l'Italie veulent renforcer leur coopération dans plusieurs domaines, allant de l'agriculture à la santé en passant par les infrastructures. La reprise des relations entre les deux pays permettra aux entreprises italiennes d'investir dans plusieurs secteurs en collaboration avec les entreprises locales. Le chef de la diplomatie italienne a aussi souligné les intérêts communs de leurs deux nations, évoquant des actions collégiales nécessaires contre le "fléau" de l'immigration par exemple. Il a été suggéré de se mettre ensemble afin de pouvoir identifier les migrants en provenance de la Guinée.¹⁷

Malgré les accords signés, les flux migratoires des populations guinéennes ne cessent de connaître une ampleur considérable mobilisant parfois des candidats à la migration de plus en plus jeunes avec parfois des capitaux professionnels.

¹⁵ <http://www.apimig.com/?p=5283>

¹⁶ <https://www.bcmedia.org>

¹⁷ <https://afrique.latribune.fr/politique/2018-01-07/la-guinee-et-l-italie-reprennent-leurs-relations-apres-une-longue-interruption-763726.html>

Démarche méthodologique

La revue documentaire a permis d'exploiter la documentation disponible portant sur les problématiques des migrations guinéennes de manière générale avec une démarche soutenue par un examen critique des rapports faits par des institutions nationales, des ouvrages, des rapports d'activités, des travaux mis en ligne, etc.

Il faut signaler qu'en Guinée, il y a peu de données scientifiques sur les migrations. Pour cette raison nous avons porté une grande attention aux travaux mis en ligne même si nous sommes conscients de leur limite.

Notre revue de littérature s'est penchée surtout sur les documents traitant les processus de prise de décision pour migrer, l'analyse de l'évolution des schémas migratoires, les actuelles dynamiques migratoires, les raisons du voyage, etc.

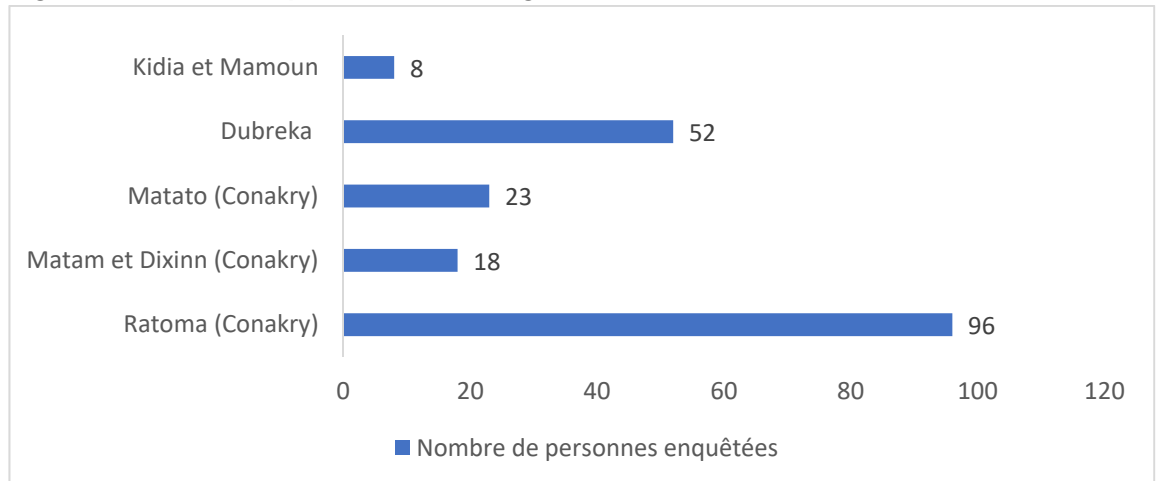
Nous avons réalisé des entretiens individuels et collectifs (focus groups) dans le cadre de cette étude et suivant les acteurs. Les entretiens réalisés nous ont permis de vérifier l'attention portée par les populations guinéennes à la situation du chômage, au sous-emploi et à la pauvreté. Nous nous sommes également intéressés au décalage entre le vécu quotidien des candidats à la migration et l'image qu'ils se forgent du voyage et comment est construit "l'imaginaire du voyage" qui alimente « l'envie de migrer » pour se réaliser mais également pour gagner l'estime des autres et répondre aux besoins des membres de leur communauté. Une telle situation laisse penser qu'on ne migre pas que pour soi mais aussi pour les autres.

Dans le cadre de cette étude, les personnes mobilisées pour la collecte des données quantitatives ont suivi une formation afin de les préparer à réussir leur obligation. La formation a permis aux enquêteurs d'acquérir des connaissances et des aptitudes leur permettant de bien mener les activités de collecte de données sur le terrain. Au cours de la formation, le questionnaire a été traduit en langues locales afin de permettre aux enquêteurs, aux superviseurs et aux contrôleurs d'avoir la même compréhension de leur mission dans les différents sites de collecte.

Pour cette étude, nous avons réalisé un échantillonnage par quotas. Avec cette option, nous avons réalisé la collecte des données dans différents sites en Guinée, à savoir à Conakry (Ratoma, Matam, Dixinn et Matato), Dubreka, Kindia et Mamou. Ainsi, à Conakry, dans sa totalité et comme

capitale administrative et économique, nous avons interrogé 137 personnes tandis qu'à Dubreka 52 personnes ont été enquêtées et 80 à Kindia et Mamou.

Figure 1 : Effectif de personnes interrogées dans les sites



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Le choix de l'effectif des personnes interrogées s'explique par la taille de populations dans les sites étudiés mais également par l'intérêt que les acteurs portent au voyage comme nous le signale une revue documentaire réalisée.

S'agissant de l'analyse de données collectées, nous avons conçu avec le logiciel sphinx ensuite SPSS, un masque¹⁸ puis réalisé des inférences à partir des informations rassemblées et portant sur les motivations pour migrer, la « représentation du voyage », le besoin d'entretenir sa famille restée en Guinée, la recherche de moyens financiers pour réaliser ses propres désirs et ceux de ses proches.

Il faut rappeler que des informations ont été collectées auprès de jeunes candidats ou non à la migration mais également auprès d'autres acteurs et institutions : ministères, partenaires techniques et financiers, structures onusiennes, etc. Des informations ont été également collectées auprès de chefs d'entreprises ou d'agences publiques et privées en charge des offres d'emplois.

¹⁸ En matière de traitement de données quantitatives, un masque est conçu pour faciliter la saisie de champs qui contiennent des données structurées formellement sans risque d'erreur.

Cette collecte a été faite pour dégager les portraits détaillés des migrants originaires de la Guinée et qui dans leur projet de se rendre en Europe passent par le Niger. Nous nous sommes intéressés à leurs relations avec leur pays d'origine mais également à leurs vies quotidiennes en Guinée, aux réseaux qui ont facilité leur voyage, aux stratégies développées seul ou avec d'autres, etc. Pour cette raison, cette étude nous renseigne sur les parcours, les trajectoires migratoires, les stratégies pour se déplacer, les réseaux développés, etc.

À titre individuel ou à partir de focus groupes, différents acteurs - migrants de retour, candidats aux voyages ou ayant abandonné leur projet de voyage - ont été interrogés mais à la suite de définition de caractéristiques pertinentes : modes de financement du voyage, niveau d'étude, sexe, âge, etc.

Le choix d'interroger des acteurs séparément est une option pour éviter des biais méthodologiques et surtout permettre à nos interlocuteurs d'éviter de sentir une certaine gêne ou pression de leurs pairs au moment des discussions.

En Guinée, il faut signaler que la détérioration des conditions de vie des ménages est entretenue plus par les effets des inégalités de revenu que par les effets de croissance économique. Ainsi, le revenu national brut par habitant s'établit à 606 \$US en 2014 contre 299 \$US en 2006, soit largement en-deçà de la moyenne de la CEDEAO (851,70 \$US en moyenne) et de l'Afrique (1 850,20 \$US) sur la période 2006- 2014. La Guinée présente une situation particulière en matière de réduction de la pauvreté. La situation de la pauvreté estimée à partir de la ligne nationale de pauvreté (de 8 800 francs guinéens, soit environ 1,10 \$US) s'est aggravée au cours de la dernière décennie comme l'atteste l'incidence de la pauvreté qui est passée de 49,1 % en 2003 à 53 % en 2007, puis à 55,2 % en 2012.¹⁹

Avec la détérioration des conditions de vie des ménages, les hommes, les femmes et les jeunes de la Guinée ne cessent de rêver de migrer à la recherche d'un travail et de conditions de vie meilleures que leur pays d'origine n'offre plus. Ils recherchent à travers l'émigration une justice sociale inexistante dans un pays caractérisé par la mal gouvernance. L'effectif des migrants ayant soutenu avoir eu une éducation au-delà du niveau secondaire est assez important. Rares sont les migrants indiquant

¹⁹ Nations unies. Commission économique pour l'Afrique. Profil de pays : Guinée, 2015

avoir obtenu un diplôme universitaire. Il est également possible de noter des différences importantes entre les niveaux de scolarisation selon l'origine des migrants, notamment les différences entre les migrants non-nigériens et nigériens. Par exemple, des migrants originaires du Nigéria indiquent des niveaux de scolarisation beaucoup plus élevés que ceux venant du Niger.

À propos du voyage de leur pays d'origine vers leur destination de séjour, une grande majorité des migrants indiquent l'avoir entrepris et réalisé seuls même si certains soutiennent avoir été aidés par un tiers. Par ailleurs, la plupart des migrants ont réalisé ce premier voyage sans leur famille. Seuls quelques rares migrants indiquent avoir été accompagnés de leurs familles.

Le prix de la traversée du Sahara s'établit à 150.000 francs CFA (230 euros) par personne. Des voitures pick-up, surnommées les "4X4 talibans", emportent leurs cargaisons humaines en Libye, dans des conditions de sécurité précaires. Au sein du pays de séjour (Algérie ou Libye) ou de transit, certains migrants témoignent avoir effectué de petits emplois journaliers notamment en tant qu'ouvrier ou artisan. En Libye, de nombreux migrants ont été des dockers au niveau des ports de Tripoli ou de Misrata lorsque d'autres migrants soutiennent avoir travaillé dans le secteur du bâtiment : maçon, soudeur, peintre en bâtiment, carreleur. Quelques rares migrants travaillaient dans les secteurs de l'agriculture et de l'élevage et dans les petits commerces. Ces séjours, qu'ils soient au Maroc, en Algérie ou en Libye ou encore dans des pays de transit, ne se réalisent pas sans difficultés. Au cours d'entretiens flottants, des migrants témoignent avoir connu des anicroches du fait de leur statut d'étranger.

2. La migration – le cas de la Guinée

Dans les déplacements des migrants, la proximité, l'espoir de trouver de meilleures opportunités et la facilité d'accès sont des facteurs importants. Nous constatons que de 2007 à 2014 les destinations privilégiées des personnes qui quittent la Guinée, le premier pays de destination des migrants qui quittent la Guinée, est le Sénégal. La deuxième destination est la Côte d'Ivoire.²⁰

Globalement, la plupart des migrants quittent la Guinée pour des raisons professionnelles (56,2 %), ou pour les études (15,6 %) ou encore pour le regroupement familial (13,5 %). Par contre, les autres motifs tels que l'insécurité (0,12 %) y interviennent peu. En faisant une analyse différentielle par sexe nous nous apercevons que les hommes (67,2 %) se déplacent plus en vue de l'obtention d'un travail rémunérateur. Quant aux femmes, elles se déplacent plus (50,3 %) pour rejoindre leur mari ou pour un regroupement familial.²¹

Les mobilités irrégulières, par leur caractère informel, restent difficilement saisissables, tant pour ce qui est de leur quantification que de leur compréhension profonde. En échappant aux statistiques, elles se donnent difficilement à observer, et rendent complexe la mise en place de politiques permettant de les endiguer, ou tout au moins d'en réduire l'ampleur.

Les pays d'Afrique subsaharienne ont connu des départs importants ces dernières années. Parmi eux, la Guinée fait partie de ceux qui envoient le plus de migrants actuellement dans ces nouvelles routes de l'émigration irrégulière qui partent du Niger vers la Libye en passant par le Mali, la Mauritanie, le désert et le Maroc. Il s'agit de mouvements qui sont orientés vers l'extérieur du continent, l'Europe étant la destination souhaitée de ces candidats. D'autres mouvements sont internes au continent avec comme destination des pays d'Afrique centrale.

La situation d'une région au croisement des grands axes routiers du pays (Préfecture de Mamou), ou l'éloignement de la capitale et le manque d'opportunités économiques (Koundara), la proximité des frontières

²⁰ République de Guinée. Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Institut National de la Statistique (INS) Bureau Central de Recensement (BCR). Troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3). Rapport d'analyse des données du rgph-3. Edition décembre 2017

²¹ idem

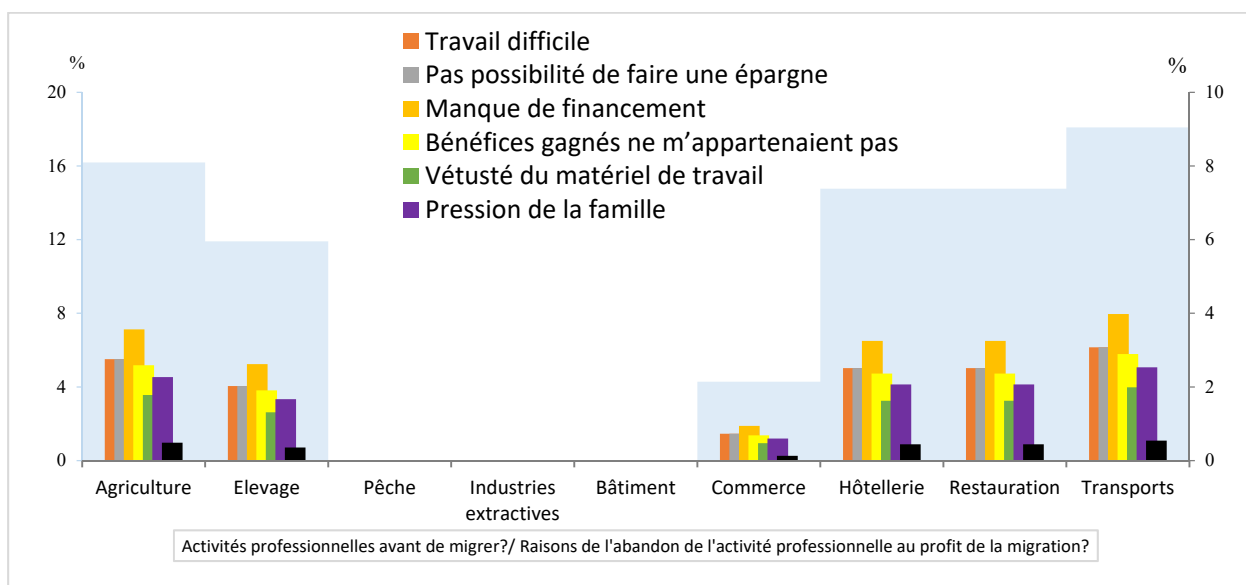
(Siguiri), ou encore l'enclavement qui empêche toute ouverture sur le reste du pays (Préfecture de Téliélé), constituent, d'un point de vue structurel, des prédispositions pour rendre favorables les conditions de tout départ.

La cartographie des régions citées plus haut permet de voir que l'émigration irrégulière y côtoie et se superpose à d'autres formes de mobilités telles que les mouvements internes vers des pays d'Afrique centrale, ou encore des mobilités locales qui relèvent du simple exode rural. Celui-ci pouvant lui-même se prolonger et se transformer en des mobilités régionales, ou au contraire s'orienter vers des pays de transit conduisant vers les routes d'accès à l'Europe.

D'un point de vue des perceptions des familles, l'ampleur du phénomène contraste avec une perception largement défavorable sur l'émigration irrégulière des jeunes avec la perte de vies humaines et le manque de main-d'œuvre comme argument principal. Par opposition, ceux, minoritaires qui défendent le phénomène migratoire, avancent la pauvreté et le chômage comme raisons principales.

Enfin les activités exercées par les jeunes avant leur départ donnent une vision d'ensemble de leur situation socioéconomique. La grande majorité d'entre eux occupaient des emplois essentiellement dans l'agriculture, le commerce et l'élevage (entre 25 et 30 % pour chacun de ces trois secteurs), et une maigre portion dans le transport.

Figure 2 : Activités professionnelles avant de migrer et raison d'abandon



Source: GERM, mars 2017-mars 2018

Entre injonction sociale au départ et projet personnel migratoire

Si l'on observe des individus ou des groupes d'individus, les projets migratoires sont souvent collectivement construits, ou dans tous les cas une pression sociale est à l'origine des décisions des uns et des autres à partir. Le plus souvent la famille organise le voyage notamment sur le volet financier. Cette organisation collective du départ a comme conséquence principale de faire peser sur les épaules du candidat migrant l'obligation morale de ne pas décevoir, compte tenu des sacrifices collectifs consentis pour supporter le coût du voyage. Celui-ci n'est pas que financier. En effet, il y a aussi un coût moral et affectif aussi bien pour ceux qui partent que pour les familles. Ce coût affectif est d'autant plus grand pour les familles des mineurs que ces derniers peuvent partir sans prévenir, de peur qu'on ne les retienne de partir.

La Guinée n'échappe pas aux défis que rencontrent les pays d'Afrique de l'ouest, et du continent de manière générale, pour ce qui est d'offrir à sa population, en majorité jeune, les conditions nécessaires pour entreprendre des projets de vie capables de rivaliser avec les rêves d'exil européen. Les défis des États africains face à la jeunesse peuvent être saisis à trois niveaux au moins. Au plan social, économique et politique.

Malgré des efforts réalisés en termes de scolarisation (notamment des filles) et dans la formation professionnelle, l'école est loin d'être un facteur d'égalisation des chances et de réduction des inégalités sociales. Elle ne garantit pas non plus l'adéquation des formations aux emplois disponibles. De fait, elle perd de plus en plus de légitimité, ne pouvant plus remplir sa mission d'intégration : les attentes des familles restent souvent en déphasage avec la mission de formation de citoyens que les États assignent à l'école. L'échec scolaire et les abandons n'en sont devenus que plus grands, venant remplir les espaces urbains de non-qualifiés et de non diplômés toujours plus nombreux.

Aussi l'insertion économique devient-elle difficile, occasionnant des taux de chômage très élevés, aussi bien chez les jeunes diplômés que chez ceux dont la qualification est plus faible. L'emploi constitue ainsi l'un des plus grands obstacles à l'insertion socioéconomique des jeunes. Cette difficulté à s'insérer dans le marché de l'emploi les « condamne à rester jeunes », ne pouvant pas prétendre à une autonomie économique et sociale, et contraints toujours de vivre et de dépendre de leurs parents.

Désenchantement et stratégies d'adaptation

Face aux flux incessants de migrants qui débarquent sur les côtes européennes, la première stratégie de l'Union Européenne fut l'érection des barrières aux enclaves de Ceuta et Melilla. Ce qui n'eut pour conséquence que de redessiner de nouvelles routes migratoires sans stopper les arrivées. Parallèlement des stratégies pour maintenir les migrants dans les pays de transit sont développées, et ces derniers tentent de réguler tant bien que mal les arrivées, en instrumentalisant parfois les rapports avec l'UE à des fins géopolitiques. Le franchissement du Maghreb est donc devenu de plus en plus difficile pour les migrants en transit : arrivés par les périlleuses routes transsahariennes, les « *rescapés du désert* » sont dans l'obligation de renégocier leur condition de vie et de séjour, au Maroc, en Tunisie, en Algérie ou en Libye, où ils s'adonnent à des activités de survie avant de poursuivre leur route.

Face à ces conjonctures, les zones de transit deviennent de plus en plus des espaces de reconstruction. On ne fait pas qu'y attendre le jour favorable pour continuer sa route, on y vit, on s'y réorganise. La vie quotidienne se résume à des stratégies de survie, en évitant autant que faire se peut d'être arrêté ou contrôlé par la police et en caressant l'espoir de pouvoir continuer un jour sa route. Cette reconstruction passe par des emplois précaires pour assurer la survie, et de l'épargne en vue de la poursuite du voyage pour ceux que les passeurs ont dépouillé de leur argent avec la promesse d'une traversée imminente, ou simplement sous la menace.

Ces routes ne sont pas que de simples itinéraires et des obstacles naturels à franchir (déserts, montagnes, mers). Les zones de transit sont des lieux de vie, que les migrants trouvent plus ou moins organisés, parfois, très peu, voire littéralement instables comme la Libye dont la situation politique est devenue chaotique depuis la chute de Kadhafi. Pour de nombreux migrants, la route s'arrête dans des zones de détention pudiquement appelées « prisons » mais qui ne fonctionnent pas toujours comme telles puisque le système carcéral et judiciaire est tout simplement à l'arrêt du fait même de la situation politique chaotique.

À côté des détentions et des tortures, la vente des migrants comme esclaves constitue le second risque majeur en termes de sécurité et des droits humains. Ce commerce d'êtres humains se double d'un important business autour du kidnapping. Les ravisseurs font pression sur les familles des migrants, afin que ces dernières versent des rançons pour la

libération des otages. Les autorités des pays concernés essaient tant bien que mal de lutter contre cette nouvelle criminalité, mais la désorganisation politique limite leur pouvoir d'action, n'ayant pas un contrôle sur le territoire entier. En mai 2017, l'Organisation des Nations Unies chargée des migrations (OIM) a aidé 165 migrants – 152 hommes et 13 femmes – à rentrer chez eux en Guinée Conakry depuis la Libye. Le groupe comprenait cinq mineurs non accompagnés, un bébé et un cas médical.²²

Retours (volontaires) comme (dernières) solutions

Les retours ne sont pas toujours choisis. Dans certains cas ils sont décidés par les autorités des pays de transit et les migrants sont contraints de quitter le territoire. Nous sommes plus dans des logiques d'expulsion que de véritables retours volontaires (sauf dans les cas de maltraitance où ce sont les migrants eux-mêmes qui sollicitent l'aide d'organisations compétentes).

La question des retours, volontaires ou imposés, rejailit toujours après des constats médiatico-politiques. Des images de migrants débarquant des avions sont très vite commentées par la presse et les politiques, avec souvent une volonté de montrer que les États en question s'intéressent aux destins de leurs ressortissants. L'opinion publique semble (re)découvrir les horreurs des migrations irrégulières et les souffrances endurées par des « compatriotes » en Libye, au Maroc ou encore dans la Méditerranée. Les mots employés sont choisis à dessein, pour choquer : « *l'enfer libyen* », « *migrants miraculés* », « *retournés au bercail* », etc.

Si pour certains migrants eux-mêmes ces retours sont salutaires, les ayant arrachés à des conditions de vie difficiles, pour d'autres, c'est un échec puisque l'aventure migratoire n'a pas débouché sur une installation dans le pays de la destination finale souhaitée. Ainsi, le retour peut être une nouvelle vie pour les uns, ou l'occasion de préparer une nouvelle tentative migratoire pour les autres. Dans tous les cas, les nombreux retours notés ces dernières années, permettent d'interroger une politique migratoire axée davantage sur la gestion *a posteriori*, et peu sur les causes véritables dont le traitement limiterait les départs.

²² <https://www.iom.int/fr/news/loim-aide-165-migrants-rentre-chez-eux-en-guinee-conakry>

Vers des politiques intégrées contre la migration irrégulière

La porosité des frontières entre États facilite les mobilités transfrontalières. Cette fragilité des frontières est accentuée par les conflits politiques et la présence de groupes islamistes dans le Sahel. Les *rencontres transfrontalières*, mises en place par l'Organisation internationale pour les migrations permettent par exemple au Mali et à la Guinée de mener une gestion collaborative de leurs frontières communes afin de recenser les flux mais aussi de sécuriser les frontières. Mais le contrôle des frontières reste un défi majeur pour la plupart des États subsahariens. Leur fragilité est renforcée par la manne financière qu'est devenu le passage des migrants transfrontaliers, obligés de payer à chaque contrôle de police pour passer les frontières.

Les migrants qui arrivent malgré les obstacles à réussir ne font pas toujours le témoignage des aventures douloureuses qu'ils ont vécues pour réaliser leur projet migratoire.

L'émigration irrégulière reste avant tout un récit de la souffrance, récit dont la narration n'a pas fini d'être faite laissant l'illusion que ce sera toujours mieux ailleurs. Ces récits de la souffrance masquent les inégalités contemporaines plus profondes, sur les capacités des uns et des autres à participer librement à une mondialisation dont on vante les mérites en termes de liberté de circulation tout en continuant à ériger des barrières et à renforcer les frontières et les murs.

3. Le voyage : quel sens dans la communauté

Le projet des jeunes guinéens est de sortir de leur pays. Et pour cela, ils sont prêts à saisir toutes les opportunités qui se présentent à eux. Ce qui veut dire qu'ils sont prêts à prendre le risque d'emprunter toutes les voies même celles jugées illégales. Ce projet et tous les risques sont souvent un déterminisme social qui peut s'expliquer par la position dans la fratrie, car la plupart d'entre eux disent qu'ils sont les aînés de leurs familles. La pression familiale donc reste une variable explicative de ce phénomène :

« Sincèrement j'ai pour projet de sortir du pays même par la voie illégale depuis mes années de lycée et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, je suis l'aîné de ma famille. Cela fait 20 ans que mon père vit à Conakry et depuis tout ce temps, il vend des paquets de cigarettes et de transfert de crédit dans les téléphones à Lansanayah Barrage dans la haute banlieue de Conakry. Cela fait 20 ans qu'il n'y a pas eu de changement au sein de ma famille. C'est la même table sur laquelle mon père vend, les mêmes marchandises alors même que les jeunes frères grandissent et les charges avec. En tant que fils aîné, c'est de ma responsabilité de soutenir ma famille parce que dans 10 ans mes parents ne pourront plus supporter la famille. Je me considère pour ainsi dire, comme la relève de ma famille. Au passage, je vous informe que mon père a une femme et 4 enfants. Je me dis que finalement, le mieux c'est de partir voir devant. Le pays ne crée pas les circonstances pour que nous les jeunes qui avons un mental fort, qui sommes bien à l'école puissions avoir la chance. Le pays n'accorde pas la chance aux jeunes comme nous » (Ngaraye, 23 ans. Étudiant en 4^e année droit minier à l'Université Roi Mohamed VI de Conakry).

Ce projet migratoire des Guinéens peut être aussi compris si on analyse la situation économique du pays qui fait partie des pays les moyens avancés. Ce qui veut dire que sa population vit dans un paupérisme manifeste et statique. Ce qui n'encourage pas les jeunes d'y rester. Ainsi, l'eldorado, la solution semble se trouver du côté de l'Europe dans leur optique :

« Je veux aller en Europe, tout simplement parce que ce pays, la Guinée, ne garantit pas un avenir radieux pour moi. À mon âge-là je n'ai rien accompli de bien pour mes parents et il n'y a aucun espoir dans le pays ! C'est tout cela qui me pousse à partir à l'aventure. Malgré tout ce que nous entendons ces temps-ci d'atroces qui arrivent aux jeunes migrants, si j'ai l'occasion de partir au Maroc je le ferai.

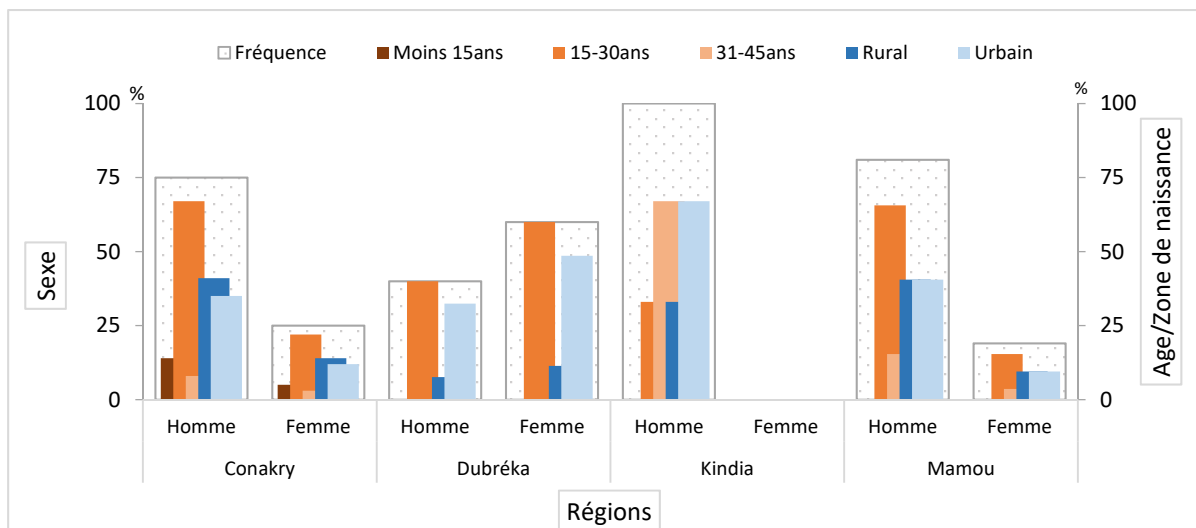
Seulement je n'irai pas en Libye où je vais me faire vendre ou tuer. Je suis conscient que si je vais par la Libye ce serait moi-même qui aurais organisé ma propre mort » (Mohamed Traoré, 26 ans. Maçon de formation. Jeune candidat à la migration).

En quelque sorte, ces risques pris par les jeunes pour entrer en Europe interpellent aussi les parents qui se sont montrés inquiets et contrariés.

Les migrants : candidats et profils

Nos enquêtes nous révèlent que parmi les candidats à la migration il y a une forte domination des hommes âgés entre 15 et 30 ans. Ils représentent 75% des personnes interrogées dans les régions de Conakry, de Kindia et de Mamou. Une telle situation nous confirme que la migration en Guinée est plus une affaire d'hommes et de jeunes que de femmes. Ils sont en majorité d'ethnie Soussous, puis des Malinkés et des Kissiens. C'est seulement au niveau de la Haute Guinée que les Malinkés viennent en tête devant les Kissiens.

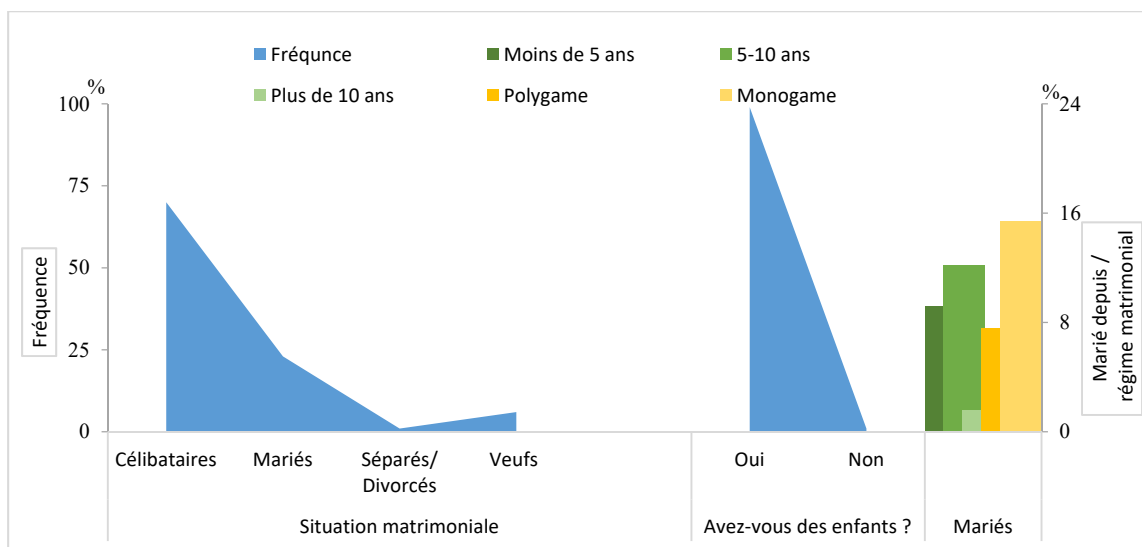
Figure 3 : Les profils - sexe, âge et lieu de résidence



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

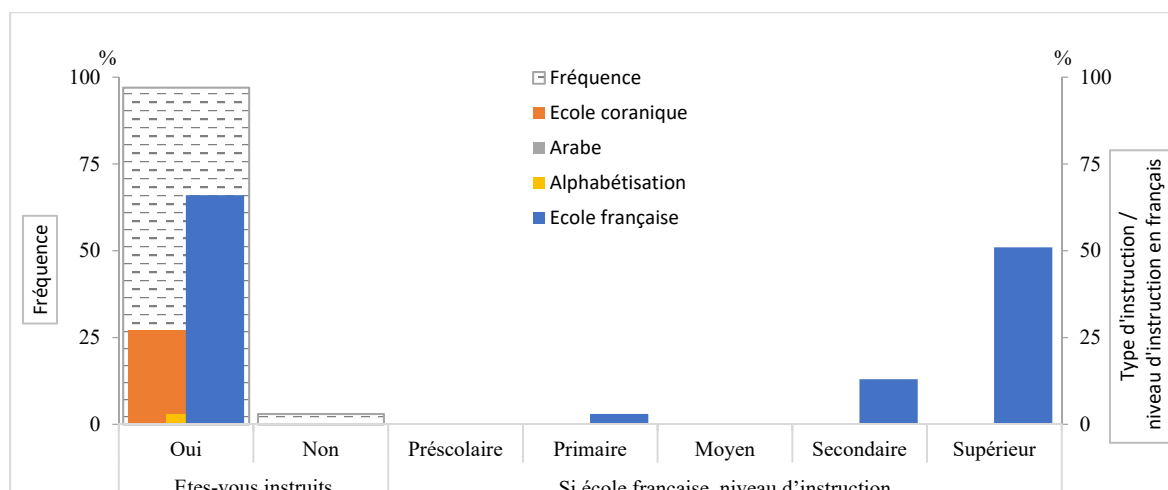
En outre, les célibataires avec un pourcentage avoisinant 75% dominent la totalité des populations interrogées. Ils sont suivis par les mariés, puis les veufs et enfin les séparés/divorcés. Du fait de la jeunesse de la population enquêtée, les migrants mariés depuis plus de 10 ans sont faiblement représentés. Les candidats à la migration sont en majorité instruits. Ainsi, ceux ayant fréquenté l'école française et disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur représentent environ 50%. Parmi eux 25% seulement soutiennent que les formations professionnelles offertes en Guinée répondent aux besoins du marché de l'emploi. À la question relative au type de foyer occupé, nous constatons que presque 60% des personnes interrogées vivent avec leurs parents soit avec leur père ou leur mère soit avec les deux qui sont propriétaires de biens matériels : télévisions (22%), maisons (19%), ordinateurs (13%), terrains agricoles (12%), voitures (10%) ou motos (7%).

Figure 4 : Les profils - situation matrimoniale, durée du mariage, régime matrimonial et présence d'enfants au sein des couples



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Figure 5 : Les profils - Niveau, type d'instruction et diplôme obtenu



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Les causes des flux migratoires en Guinée

Pour bon nombre d'observateurs, plusieurs facteurs concourent à accentuer ce phénomène dans le pays. C'est notamment l'instabilité politique, le ralentissement de la croissance économique et la faiblesse des politiques adaptées aux préoccupations des jeunes. Notons que le chômage est un phénomène essentiellement urbain en Guinée. Il touche particulièrement les personnes âgées de 20-29 ans et surtout les jeunes diplômés.

Selon des jeunes guinéens interrogés, « les sociétés privées exigent comme condition de recrutement généralement 2 à 5 ans d'expérience, un casse-tête pour les jeunes à la recherche du premier emploi ». Celles-ci n'ayant pas le temps d'investir dans la formation des employés, les jeunes restent à la traîne au profit des expatriés, venus avec des diplômes attractifs pour les employeurs. « On préfère recruter les jeunes venus des autres pays à notre détriment. Quand tu visites une société aujourd'hui, tu te rends compte que la plupart des employés sont venus de la sous-région, alors que nous guinéens, n'avons pas d'emploi ».

Cette réalité exprimée par un diplômé au chômage, met en exergue le niveau de compétitivité des universités et des centres de formation guinéens sur le marché de l'emploi. Les écoles guinéennes ont du mal à adapter leurs formations aux réalités des entreprises. Phénomène dénoncé par la plupart des entreprises, qui sont d'ailleurs obligées d'aller chercher la main-d'œuvre qualifiée à l'extérieur. Ainsi, chaque année, des

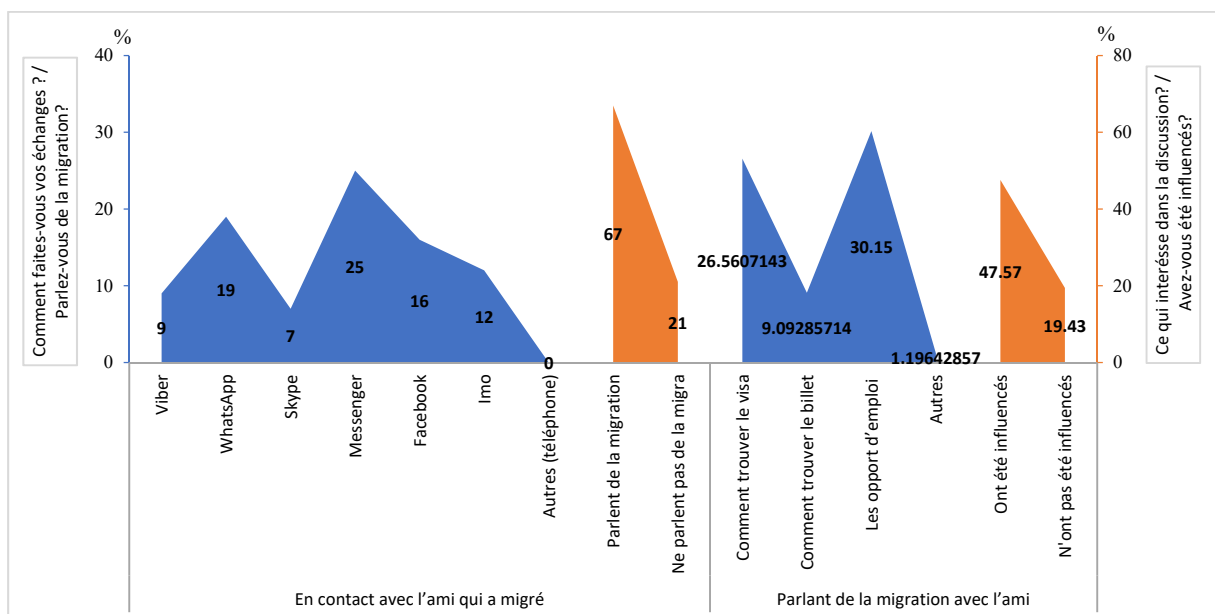
milliers de diplômés issus des universités, instituts et centres de formation professionnelle sont déversés sur le marché d'emploi sans espoir de trouver le « first job ».

La famille, les amies et la migration

Quelle que soit la catégorie de parent qui a émigré (oncle, frère, sœur, père ou mère), nous avons constaté que ceux qui ont duré à l'étranger entre 3 et 6 ans sont plus nombreux. Ils sont suivis de ceux qui ont fait moins d'un an, de 1 à 3 ans et de plus de 9 ans. Ceux qui ont fait entre 6 et 9 ans sont rares pour ne pas dire inexistantes.

Les enquêtés qui sont en contact avec leurs parents migrants sont plus nombreux que ceux qui ne le sont pas. Il faut signaler que la quasi-totalité de nos enquêtés ont des connaissances qui résident à l'étranger. La majeure partie de ces derniers sont en Italie, en France ou en Espagne. Par ailleurs, il faut surtout souligner que les enquêtés sont majoritairement en contact avec leurs amis vivant à l'étranger. Et la corrélation entre cette variable et le nombre d'années de résidence de l'ami dans le pays d'émigration, donne des chiffres plus qu'importants. En effet, les enquêtés qui ont des amis qui sont à l'étranger depuis 1 à 3 ans constituent la plus grande partie de ceux qui utilisent les réseaux sociaux. Leurs échanges portent surtout sur : Comment trouver le visa, comment financer le voyage, les opportunités d'emploi, etc.

Figure 6 : Contacts et discussions



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Parmi les canaux utilisés par les enquêtés pour rester en contact avec leurs amis migrants, Messenger arrive en tête avec un taux d'usage de presque de 25%. Après, WhatsApp et Facebook avec un de taux d'environ 20% suivis de Imo (à peu près 15%), de Viber (environ 10%), de Skype (un peu moins de 10%) et enfin des appels téléphoniques (environ 1%).

Parmi les raisons qui ont poussé les candidats à l'émigration à quitter leur pays, « aider ma famille au pays » arrive en tête avec une fréquence de 10% pour ceux qui ont quitté 1 à 2 fois leur pays pour se rendre à l'étranger et environ 3% pour ceux qui ont quitté plus de 5 fois.

Les trois autres qui sont les plus cités parmi les raisons sont « *poursuivre des études* », « *recherche de meilleurs revenus* » et « *offre d'emploi* » avec chacune un peu moins de 8% pour les migrants qui ont quitté 1 à 2 fois et un peu plus de 2% pour ceux qui ont quitté plus de 5 fois.

Rejoindre sa famille, la recherche de meilleures conditions de travail et la recherche d'un meilleur emploi ou d'un emploi sont des raisons citées par bon nombre de migrants à côté d'autres raisons comme l'investissement économique, l'aide à la localité, se soigner ou rejoindre un ami ou un(e) conjoint(e). Ce qui montre que les raisons de la migration sont multidimensionnelles et multifactorielles. En effet, elles sont à la fois sociales, économiques et politiques. De plus, ce sont des raisons qui peuvent être mesurées selon le nombre de fois que le migrant a quitté le pays pour aller à l'étranger.

Ainsi, les enquêtés, dans cette même lancée, pensent que le chômage et les difficultés d'emploi restent des raisons à ne pas négliger dans l'analyse des causes de la migration chez les jeunes Guinéens :

« La migration est due à beaucoup de choses, même si le chômage et les difficultés d'accès à l'emploi en Guinée qui rendent la vie difficile sont souvent évoqués pour expliquer la migration des jeunes. À cela s'ajoute l'indifférence des autorités face aux situations que vivent les jeunes à cause justement de ce manque d'emploi, donc, les jeunes aujourd'hui, ne trouvent comme seule issue favorable pour fuir vraiment cette situation, que la voie de la migration surtout quand dans un même staff, un est parti et a réussi. Face à cette jalousie ou je ne sais quoi ? Cette excitation que provoquent ceux qui y vont et réussissent, beaucoup de jeunes décident de quitter aussi pour ne malheureusement rencontrer que souffrance et mort » (Homme. 27 ans. Candidat à la migration).

Sous ce rapport, les jeunes ayant fini leurs études et n'arrivant pas à trouver un emploi sont considérés comme des candidats normaux à la migration. Ici, ce phénomène est pris pour un refuge, une alternative au chômage :

« Ceux qui ont fini d'étudier et chôment doivent migrer selon moi – l'âge requis pour voyager doit avoisiner les 25 ans comme cela le jeune aventurier acquiert de l'intelligence lui permettant de savoir la situation de ses parents mais si une personne part à 15 ans par exemple, il risque d'échouer puisque n'étant pas au fait de la situation familiale – elle risque d'abandonner ses parents » (Homme. 23 ans. Candidat à la migration).

Ces témoignages et ces chiffres ne sont que les manifestations des représentations de la migration par la société guinéenne. Cette dernière accorde une très grande importance à la migration qui semble être un moyen sûr de trouver de l'argent vu la situation critique de Conakry. Cependant, nos enquêtés pensent que rester au pays est mieux à condition de pouvoir y trouver du travail :

« Toute l'importance accordée à la migration par la communauté résulte de l'absence de travail à Conakry. S'il y en avait vraiment qui pouvait satisfaire à leurs besoins et chercher la bénédiction de leurs mamans, je vous jure que celui qui s'est fixé pour objectif de migrer, ok c'est compréhensible puisqu'en Occident, il y a du travail bien rémunéré mais c'est mieux de pouvoir travailler chez soi et d'être mieux payé. C'est faute de cela que les jeunes s'entêtent à aller à l'aventure, l'aventure, l'aventure, etc. Le nerf de la guerre, c'est l'affaire d'argent. Les gens croient qu'on gagne beaucoup d'argent en allant en Europe alors qu'on peut être riche sur place en bravant les obstacles. Ceux qui ont de l'argent en Afrique ne vont en Europe ou aux USA que pour les vacances, autrement ils ne pensent pas s'y installer » (Homme. 23 ans. Candidat à la migration).

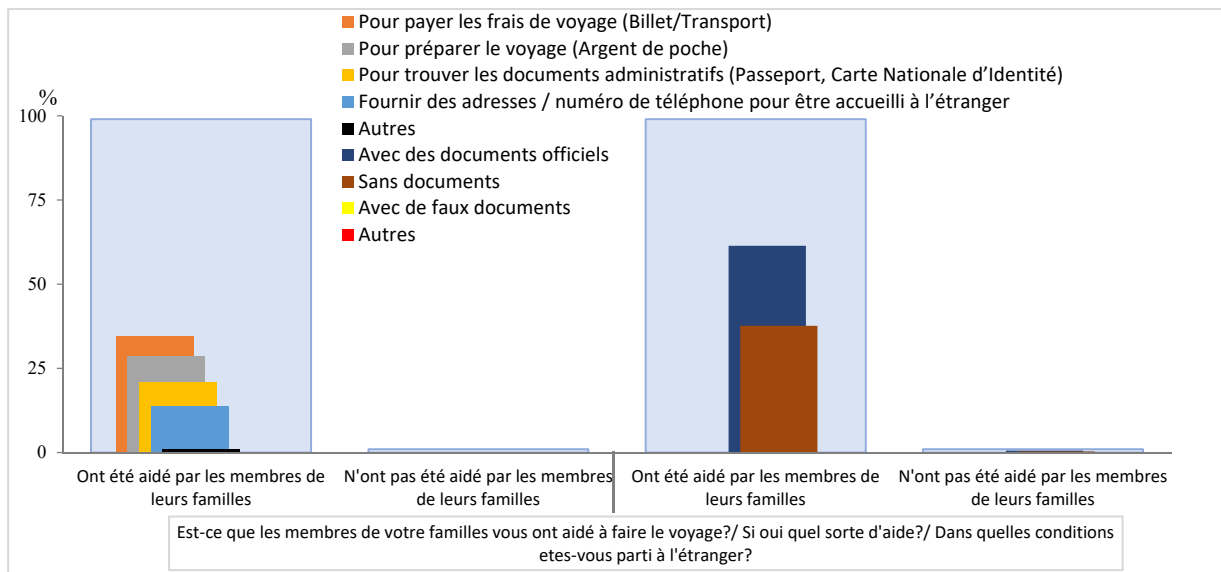
Donc, c'est un regard qui n'est pas à 100% positif que les Guinéens ont de l'émigration. En effet, au moment où certains n'y voient que de la réussite, d'autres n'hésitent pas à la condamner et tentent même de dissuader certains de leurs compatriotes :

« Même s'il y a encore des exceptions, selon mes informations, mes remarques, la quasi-totalité de la population y compris les jeunes,

condamnent la migration. Bien sûr qu'il y a encore des jeunes qui en ont le désir, mais l'image que chacun a de la migration de nos jours, ces jeunes pour la plupart s'en cachent. Pas plus tard que la semaine dernière, quand j'étais à Madina, des jeunes chahutaient par rapport à cette migration. L'un a dit à l'autre « mon ami allons à l'étranger ! Le pays-là ! Voilà, allons en Libye ou ailleurs ? À l'autre de répliquer « Hé mon ami, laisse-moi rester ici s'il te plaît, je préfère souffrir ici comme ça, c'est mieux que d'aller mourir loin des miens ». Vous voyez ? Actuellement la population a compris surtout avec les images là » (Homme. 27 ans. Candidat à la migration).

Cela fait donc comprendre qu'en Guinée, les jeunes migrent parce qu'ils n'ont pas de choix. La migration est une porte de sortie de la misère, du chômage et du manque de travail au pays mais elle reste quand même toujours une aventure dangereuse.

Figure 7 : Aide et conditions des départs



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

La migration est un projet collectif et familial. En effet, presque la totalité des migrants interrogés affirment qu'ils ont été aidés par leurs familles à faire le voyage. L'aide est destinée pour la plupart du temps à payer les frais de voyage (30%), à préparer le voyage ou servir d'argent de poche

(un peu plus de 25%). Elle leur permet aussi d'acquérir les documents administratifs (environ 20%) et peut consister, par ailleurs, à fournir des adresses ou numéros de téléphone pour leur accueil à l'étranger (environ 15%). S'agissant des conditions dans lesquelles le migrant est parti, 60% disent qu'ils sont partis avec des documents officiels contre 40%.

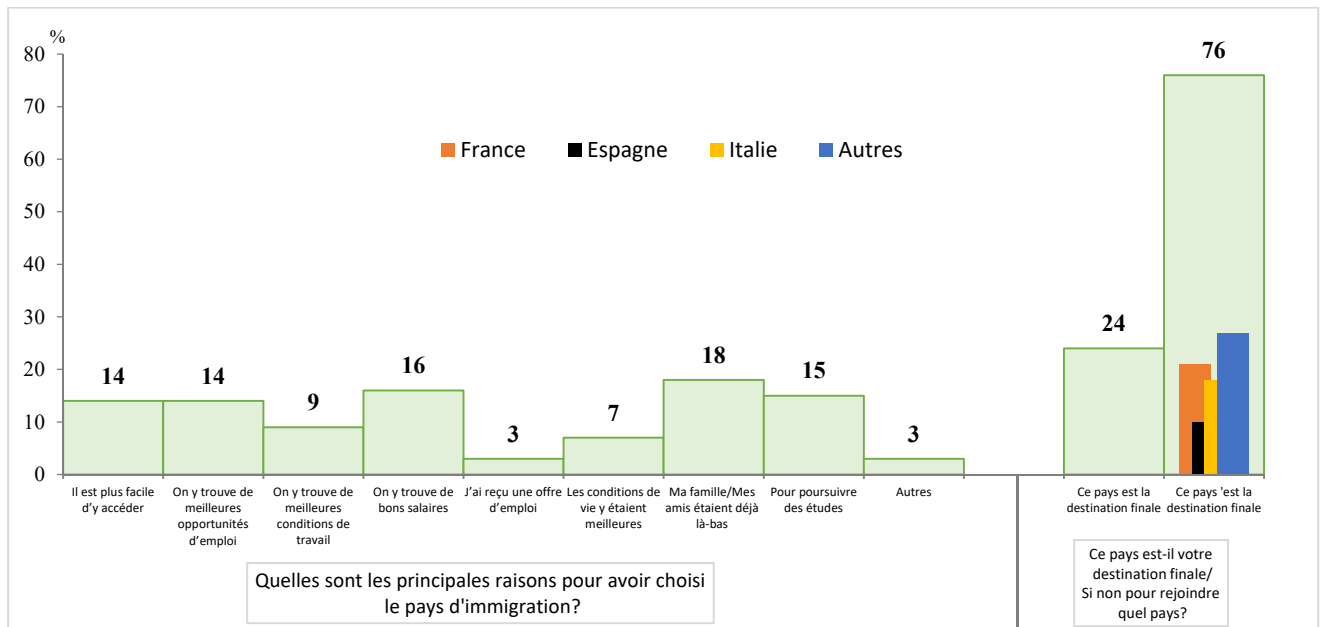
Emigrer pour investir

Pour la majeure partie des enquêtés, les sommes d'argent à envoyer une fois à l'étranger doivent servir plus à subvenir aux besoins de la famille et même à la scolarisation des enfants. Parmi les autres motifs, on peut mentionner par ordre de priorité, l'investissement dans un projet économique, la construction de logements, l'achat de terrains ou de biens agricoles, la construction de monuments publics (mosquées, etc.), la modernisation de matériels agricoles et aider une personne à migrer. Ce n'est pas seulement de l'argent que souhaitent envoyer les migrants. Il y a aussi des matériels et par ordre de priorité selon les enquêtés, on peut citer des appareils électroménagers, des voitures, des matériels pour le travail agricole, des médicaments et autres.

4. Construction de destinations et stratégies migratoires

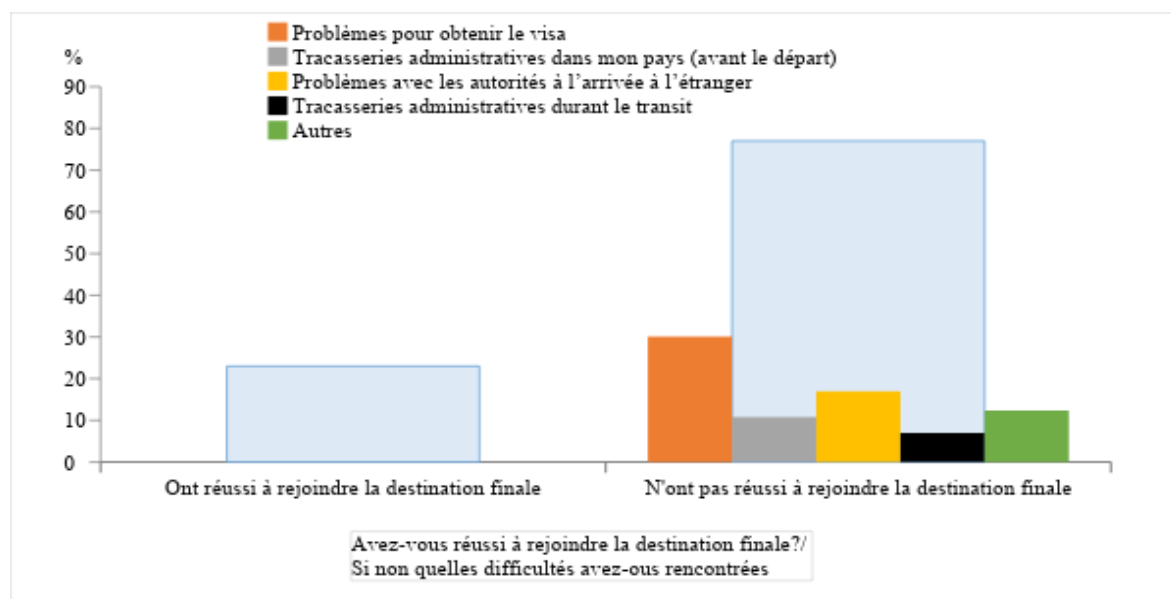
Les principales raisons qui ont poussé les migrants à choisir leur pays d'émigration sont de rejoindre leurs familles et amis qui étaient là-bas (20%), de poursuivre des études et trouver de bons salaires (à peine 20%), de trouver de meilleures opportunités d'emploi et un accès plus facile au travail (environ 15%), de trouver de meilleures conditions de travail (environ 10%). Par ailleurs, la plus grande partie des migrants interrogés affirment quel pays d'émigration n'est pas leur destination finale, soit environ 75% contre 25% des réponses. Dès lors, leur intention est de rejoindre d'autres pays (plus de 30%), la France (environ 30%), l'Italie (environ 25%) ou l'Espagne (environ 10%). Dans l'analyse des dynamiques migratoires, il est important aussi d'analyser si oui ou non les migrants ont réussi à rejoindre leur destination souhaitée et, éventuellement, de voir les difficultés qui les en ont empêchés. Ainsi, 75% n'ont pas réussi à rejoindre la destination finale. Ce manque de réussite est dû à des problèmes pour obtenir le visa (30%), des problèmes avec les autorités à l'arrivée à l'étranger (environ 20%), d'autres difficultés comme les tracasseries administratives dans le pays de départ ou durant le transit.

Figure 8 : Choix du pays d'émigration et pays de destination finale



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Figure 9 : Réussir à rejoindre la destination souhaitée et difficultés rencontrées



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Les papiers

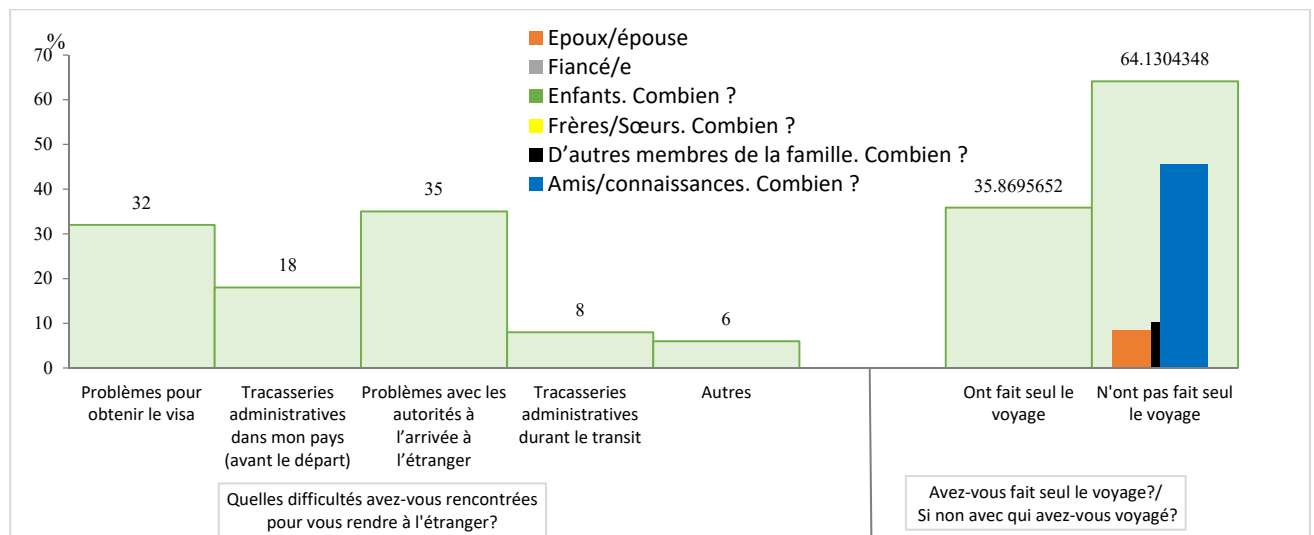
À la question relative au type de visa avec lequel le migrant est parti, la réponse par « autres » arrive en tête avec 41% des réponses. Ceux qui ont voyagé avec un visa touristique viennent après avec un taux de 19% suivis de ceux qui sont partis avec un visa d'étudiant (17%), avec visa pour regroupement familial (14%) et enfin avec un visa pour travail (9%). Ces données montrent que la visa, quel que soit le type, est un moyen bien choisi par les candidats guinéens à la migration.

Les difficultés rencontrées par les candidats à la migration et les migrants sont diverses. Elles sont aussi de différentes natures selon le milieu et l'étape du voyage. Cependant, il faut noter les problèmes avec les autorités à l'arrivée à l'étranger (environ 40%) et les problèmes relatifs à l'obtention du visa (plus de 30%) sont les plus visibles et manifestement les plus importants. Les autres difficultés rencontrées par les migrants sont les tracasseries administratives dans leur pays avant le départ (environ 20%), les tracasseries administratives durant le transit (environ 10%) et d'autres difficultés non listées.

Les transports

L'autre question concerne le moyen avec lequel le migrant est arrivé à l'étranger. Il faut savoir dans ce cadre que le moyen le plus utilisé est le bus avec 54% comme taux de réponse. Cela montre une préférence des candidats pour la voie terrestre. Après le bus, l'avion arrive en deuxième position avec 37% des réponses. Des candidats aussi ont préféré d'autres moyens (8%), le bateau (1%) ou le train. Ces données attestent que les candidats guinéens à la migration utilisent plus la voie terrestre et la voie aérienne que la voie maritime.

Figure 10 : Le voyage : papiers et compagnon



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

La famille

Nous constatons que 80% des personnes interrogées affirment avoir un parent qui a migré contre un peu plus de 20%. Et la plupart de ces parents qui ont migré sont les frères avec environ une fréquence de 45%, les oncles avec un taux d'un peu moins de 40%, les sœurs (environ 25%), la mère et le père ainsi que les autres membres de la famille (à peu près 20%). Ce qui fait état d'un déterminisme familial de la migration chez les Guinéens. En effet, il est constaté que la plus grande partie de ceux qui ont migré ont déjà un ou des parents qui sont déjà à l'étranger.

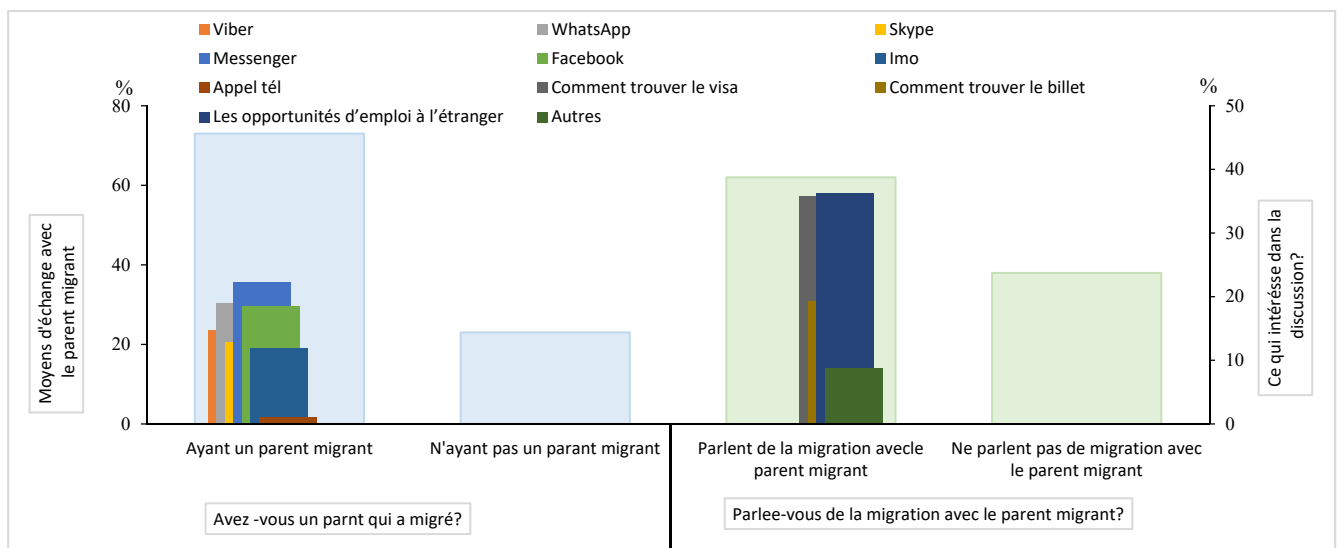
Par ailleurs, pour les pays de migration de ces derniers, nous pouvons noter la France qui arrive en tête avec 45% de fréquence. On y retrouve des parents de migrants qui y ont passé 3 à 6 ans (15%), moins d'un an

(13%), 1 à 3 ans (10%) ou plus de 9 ans (8%). En deuxième position, on a les autres pays avec environ 20% des taux de réponses où les parents de migrants ont duré 3 à 6 ans (environ 8%), moins d'un an (7%), 1 à 3 ans (5%) ou plus de 9 ans (à peu près 3%).

D'ailleurs, pour l'Espagne qui arrive en troisième position dans le lot de pays avec un peu moins de 20% de fréquence, les taux pour le nombre d'années passées par les parents de migrants sont environ 8% pour la durée de 3 à 6 ans, un peu plus de 5% pour la durée de moins d'un an, moins de 5% pour la durée de 1 à 3 ans et à peu près 3% pour la durée de plus de 9 ans. Enfin, nous avons l'Italie en dernière position avec un peu plus de 15% des taux de réponses.

Les fréquences du nombre d'années de résidence des parents de migrants sont estimées à environ 6% pour une durée de 3 à 6 ans, à un peu plus de 5% pour moins d'un an, à moins de 5% pour 1 à 3 ans et à peu près 2% pour plus 9 ans. Ces chiffres font donc de l'Espagne et de la France les pays de destination des migrants guinéens. Mais à ces derniers, il est important aussi d'ajouter, avec les tendances récentes, des pays comme l'Italie ou l'Allemagne et la Suisse.

Figure 11 : Être en contact avec le(s) parent(s) ayant migré, Canal des échanges avec le(s) parent(s) ayant migré, Contenu des discussions avec ce(s) parent(s) ayant migré



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

« En Guinée, les destinations idéales pour les jeunes sont l'Espagne, la France et l'Allemagne. Il y a beaucoup de jeunes qui se rendent en Suisse. J'ai beaucoup d'amis qui sont là-bas actuellement après un passage en Espagne ou en Italie. Au niveau de ces deux pays, des guinéens et bien d'autres africains y restent quelques jours et plus précisément dans les centres où sont accueillis des migrants pendant 1, 2 ou 3 mois avant de rejoindre d'autres pays. Il arrive que certains jeunes restent dans ces centres 4, 5 et même des fois 6 mois avant d'être envoyés ailleurs et le plus souvent en Allemagne, en Suisse, etc.). C'est ce qui explique la raison pour laquelle ces deux pays ont accueilli beaucoup de guinéens et bien d'autres africains ces derniers temps » (Homme. 19 ans. Candidat à la migration).

Cependant, les pays africains aussi sont surtout à noter parmi les destinations des Guinéens (Maroc, Tunisie ou Égypte). La Chine aussi s'est placée comme une destination à côté des pays africains et les États-Unis d'Amérique :

« En Afrique, les gens parlaient de l'Angola mais actuellement comme il y a beaucoup de tueries là-bas, les jeunes commencent à délaisser et certains parlent aussi de la France en disant qu'il est plus facile de rentrer en France qu'aux États-Unis ; c'est ce que j'ai appris. Je ne sais pas si c'est vrai ou pas. L'Espagne aussi ce n'est pas loin de nous, les gens en parlent aussi, le Maroc aussi, la Tunisie, certains parlent de l'Égypte, la Chine parce que moi j'ai des amis qui viennent juste d'aller en Chine » (Homme. 27 ans. Candidat à la migration).

Encadré 1 : Trajectoire du voyage de Ibrahima, 28 ans. Jeune rapatrié de la Libye

« J'ai commencé mon périple le 26 juin 2016. De Conakry, je me suis rendu au Mali où j'ai passé un mois. Après le Mali, je me suis rendu au Burkina Faso en voiture mais il y a trop de souffrance entre le Mali et le Burkina Faso, il y a trop de barrages. À l'époque, il n'y avait pas de président au Burkina, Blaise Compaoré avait fui le pays et chacun faisait comme bon lui semblait. La plupart des forces armées et des forces de l'ordre étaient sorties et avaient érigé par-ci par-là des barrages. Il n'y avait pas de loi à l'époque. J'avais constaté du brigandage, les gens étaient arrêtés à ces barrages et jetés en prison faute de payer les dessous de table pour passer. Quant à moi, au Burkina, je me suis déguisé en apprenti parce que je n'avais plus d'argent sur moi, ce qui m'avait évité la prison. De là, je suis allé jusqu'au Niger. Une fois au

Niger, le groupe avec lequel j'étais s'est dispersé et je n'avais que 1 000 francs CFA à force de payer à chaque barrage. J'ai passé en tout 4 mois dans ce pays. Je me suis rendu à Tawa (une ville du Niger) où j'ai été pris et il était question de nous faire retourner chez nous pour nous empêcher d'aller dans le désert pour continuer en Europe. Les coxers embarquent les gens pour les relâcher ensuite en plein désert s'ils refusent de donner de l'argent.

Donc, lorsque j'ai été pris à Tawa, j'ai demandé au commissaire qui nous avait fait retourner à Niamey de ne pas me rapatrier à Conakry dans ces conditions. Je suis malade et fauché et surtout que j'ai un frère dans un quartier de Niamey dénommé Madina auprès de qui je peux rester pour me soigner, travailler et revenir à Conakry ensuite. En fait, pour dire vrai, je n'ai pas de frère à Niamey. Je l'ai dit simplement pour voir s'il pouvait me laisser partir afin que je trouve un autre moyen pouvant me permettre de continuer ma route. Ce que j'ai réussi à faire. Dès qu'on m'a relâché, j'ai appelé mes parents pour qu'ils m'envoient de l'argent pour que je puisse continuer, ce qu'ils ont fait. Lorsque j'ai reçu l'argent envoyé par mes parents, je me suis rendu à Inguizam en allant à Tamanrasset en Algérie. Rentrer à Tamanrasset fut un grand combat que j'ai gagné mais ce fut terrible (rires). Je ris simplement en pensant aux difficultés traversées sur mon chemin d'exil. Marcher des kilomètres et des kilomètres sur le sable chaud matin, midi, soir et même la nuit sans pouvoir se reposer... C'est une chaleur sous forme de vent qui vient avec du sable, c'était souvent des mini tempêtes dans le désert et il fallait les affronter régulièrement au risque d'y laisser sa vie.

Nous avons marché à pied jusqu'à Inguizam, dans un emplacement où les gens garent les véhicules qui transportent les migrants, c'étaient des pickups, alignés sous une montagne. Une fois là-bas, ils nous ont demandé de nous asseoir en attendant qu'ils sortent une liste de vérification. Si un migrant a son nom sur cette liste, il peut embarquer pour Tamanrasset, dans le cas contraire, il est laissé voire abandonné à son propre sort dans le désert là-bas. Mais j'avais, avec un de mes nouveaux amis rencontrés en cours de route, payé 30.000 FCFA au coxer. C'est une partie de l'argent que mes parents m'avaient envoyé et ces 30.000 FCFA devaient me permettre d'aller jusqu'à Tamanrasset. Donc le coxer n'a pas présenté les 30.000 FCFA au chauffeur du pickup, il n'avait remis que 20.000 FCFA.

Après l'appel des noms, malheureusement pour mon ami et moi, nos noms ne se retrouvaient pas sur la liste. Et les autres ont été ordonnés de monter dans le pickup, nous avons suivi le mouvement mais un

haoussa du Niger nous a dénoncés au chauffeur qui était soit un touareg ou un arabe. Le chauffeur nous a fait descendre de la voiture, après cela, nous avons insisté à partir avec le convoi parce qu'on était en pleine nuit dans le désert, on avait nulle part où nous abriter c'est pourquoi dès qu'il a tourné le talon, nous sommes encore montés dans le pickup et là il a pris le fusil pour nous éloigner du groupe. Et là nous avons tous pris peur et nous nous sommes définitivement éloignés de la voiture.

Nous nous sommes finalement décidés de rester dans le désert et nous n'étions que deux seulement. Nous étions tous les deux des Guinéens et lui était de Boké en Basse Guinée. Nous avons passé la nuit sur place jusqu'au petit matin où nous avons décidé de marcher jusqu'à Tamanrasset. Certaines personnes rencontrées en chemin nous avaient parlé de 900 km de distance que nous voulions parcourir et c'était au-dessus de la force humaine. Mais nous n'avons pas voulu abandonner. Certains arabes nous dépassaient et nous demandaient en ces termes : « Ami, Ami, toi partir où ? ». Et quand on leur répondait à Tamanrasset, ils nous lançaient : « Toi, malade, toi fou ! Toi, "mouri"²³ la route, toi "mouri" la route » ou encore « Toi connais ? Trop long ».

Nous ignorâmes toutes ces interpellations parce que nous croyions qu'ils mentaient puisqu'ils sont très méchants. Nous avons continué à marcher et vers le soir, j'étais tellement fatigué à force de trotter que je suis tombé paralysé des pieds, je ne sentais plus mes genoux. C'est un vieil arabe qui nous a proposé de nous avancer un peu dans sa voiture jusqu'à 20 km par là. Arrivés là où cette personne âgée devait nous laisser, j'ai voulu descendre de sa voiture, en vain, impossible de sortir ni de m'arrêter. Mon ami, compagnon de route, est venu me donner un coup de main pour m'aider à sortir du véhicule, je n'ai pas pu marcher, j'avais très mal, une souffrance atroce. Après j'ai dit à mon ami de partir, il ne fallait pas que je le retarde, il opposa un non catégorique à ma proposition tout en me disant de me reposer un peu en attendant de voir plus tard si ça peut se calmer. En fait, nous nous sommes rencontrés en chemin. Nous n'avons aucun lien de parenté seulement qu'il était guinéen comme moi. Malgré mes insistances, il n'a jamais accepté de me laisser tout seul. Je lui ai finalement proposé de nous retourner à Inguizam pour y travailler afin de nous faire une santé financière là-bas, ce qu'il accepta. Sur le chemin vers Inguizam, je marchais en boitant ce qui retardait énormément notre avancée. Un

²³ Mourir

peu plus loin, nous avons rencontré un arabe qui nous appela et nous dit : « Toi parti à Tamanrasset ? » puis il nous dit de nous asseoir à côté de lui le temps qu'il finisse de réparer sa voiture. Nous sommes restés à côté de lui quelques temps jusqu'à la tombée de la nuit, c'est ainsi qu'il nous proposa d'y passer la nuit et qu'au petit matin, il allait nous réveiller pour continuer notre voyage dans sa voiture.

Il nous réveilla vers 5h du matin pour reprendre le voyage pour Tamanrasset, une fois là-bas, il nous vendit à un noir. On n'était ni très surpris, ni trop mécontents puisque là-bas on pouvait avoir un peu de travail et un peu d'argent. Alors que là où il nous a pris, c'était en plein désert. Une fois à Tamanrasset en étant vendu, j'ai appelé de nouveau mes parents pour qu'ils m'envoient de l'argent afin que je puisse me racheter parce que là où j'étais, c'était une sorte de frontière» (Ibrahima, 28 ans, non scolarisé. Jeune rapatrié de la Libye).

5. Images et représentations des migrants

Selon nos enquêtes, les signes de reconnaissance d'un migrant qui a réussi sont : l'envoi de l'argent à ses parents, l'investissement dans des activités économiques, la construction de maisons, la possession de voitures, l'aide à un ami ou à un frère pour émigrer ou encore l'aide à la localité. En revanche, pour celui qui n'a pas réussi, on peut nommer le rapatriement, l'absence d'envois d'argent à ses parents, le fait de ne pas construire une maison ou de n'avoir pas aidé les membres de sa communauté. Donc, il faut surtout retenir que la société guinéenne accorde beaucoup d'attention au paraître. Du coup, tout individu qui a émigré devient l'espoir d'une vie meilleure pour sa famille. Donc, l'Occident est pour elle la porte de la réussite et par conséquent un gage de confiance et de respect :

« Sur ça, ce sont mes faits. Parce que si je reviens, il y a des gens avec lesquels j'échange pour leur dire que j'étais en Occident. La mine que je présentais avant d'émigrer n'est pas la même après que je sois revenu. Parfois il peut arriver que j'aie changé. Mes conditions de vie se sont améliorées. Aussi, je deviens l'espoir de tous. Que j'ai de l'argent ou non, les gens se reposent sur moi. Toute la famille va m'accueillir dans les meilleures conditions. Dès que tu reviens de l'occident et que tu arrives ici, que tu sois venu avec de la richesse ou pas, tout le monde s'attend à quelque chose de ta part. Puisqu'ils savent que tu étais en Europe. Que tu réussisses ou pas, tout le monde te porte confiance. Ils se disent que tu as de l'argent. Mais si tu reviens sans rien, tu trahis l'espoir des gens, alors ils ôteront leur confiance en toi » (Jeune Homme. 22 ans. Rapatrié de la Libye. Niveau scolaire : Collège).

Alors, la reconnaissance de la réussite d'un migrant se fait à travers ses réalisations, ses belles maisons construites se distinguant par la nature du bâtiment, son investissement économique. Sur le plan social aussi, cette réussite doit se manifester par une amélioration des conditions de vie de sa famille et de ses proches. Le non-retour du migrant qui a choisi de rester au pays et de travailler dans ses propres entreprises qu'il a créées est aussi un signe de réussite :

« Celui qui a réussi, c'est à travers ses petits projets qu'il réalise. Parce que certains, quand ils reviennent de l'Occident, ils peuvent décider de ne plus y retourner. Ils vont créer ici des entreprises, de petits projets. Quand ils construisent une villa. Le bâtiment montre que c'est quelqu'un qui a réussi. La pauvreté va quitter sa famille. Ensuite, si

l'émigré est quelqu'un de gentil, il aidera ses proches » (Jeune Homme. 22 ans. Rapatrié de la Libye. Niveau scolaire : Collège).

Par ailleurs, sur le plan de l'investissement aussi, certains enquêtés comme cet homme de 40 ans pensent que cela peut être l'affaire des migrants originaires de familles aisées. En effet, leur différence est qu'ils ne se soucieront pas d'envoyer de l'argent à leurs familles qui n'en a pas vraiment besoin. Ainsi, ils pourront faire leurs propres investissements dans le domaine du bâtiment en construisant tranquillement des maisons. Donc, c'est une catégorie qu'il faut distinguer :

« Là, c'est souvent des gens qui quittent des familles aisées, quand ils arrivent, la seule différence est que tout ce qu'ils gagnent, au lieu de l'envoyer directement à leurs parents, c'est un autre investissement qu'ils font pour montrer que ce sont eux qui ont eu de l'argent, ce n'est pas l'argent de leurs parents qu'ils utilisent. Il y a un cas par exemple, un commerçant qu'on appelle Commandant à Madina, il était en Guinée forestière. Il a envoyé deux de ses enfants [en Occident]. Un jour il m'envoie à Kobaya et me montre deux villas. Il me dit la villa là c'est mon enfant qui est en Allemagne qui a construit ça. L'autre villa c'est mon enfant qui est en Italie qui a construit ça. Après il montre chez lui et dit là c'est chez moi-même. Les deux-là c'est pour mes deux enfants qui sont en Occident. Donc ils investissent à part. Là on peut facilement reconnaître cette catégorie d'émigrés » (Homme. 40 ans. Père de famille. Fonctionnaire au Ministère de l'enseignement pré-universitaire. Résidant au quartier Sangoyah première porte).

La réussite d'un migrant est aussi quelque chose qui peut se mesurer à travers les voitures qu'il conduit, son apparence (ses habits) et aussi par l'achat d'une villa :

« Tu le reconnais sur lui-même [son apparence]. Parce que dès qu'il vient tu vois qu'il a changé. Si c'est une personne qui a de bonnes idées, tu verras qu'il crée des entreprises qui vont lui rapporter de l'argent. Il va aider des membres de sa famille à partir à l'étranger. Il y a beaucoup de choses. Parce que si tu gagnes de l'argent, tu pars là-bas et que tu réussis, tout le monde le saura. On te verra rouler dans de belles voitures, n'est-ce pas ; on te verra avec de bonnes personnes. Si tu as encore plus d'argent, tu peux même acheter une jolie maison de ce genre [en indexant un immeuble R+4] » (Jeune homme. 20 ans. Candidat à la migration. Abandonné de l'école pour voyager. Il habite le quartier Sonfonia centre).

Cependant, l'aspect matériel n'est pas le seul signe de la réussite d'un migrant. La question de l'expertise, l'obtention d'un diplôme et l'innovation dans les manières de faire les choses aussi peuvent être considérées comme éléments à prendre en compte. C'est l'idée d'une jeune fille de 28 ans qui témoigne selon ses rêves et son projet professionnel :

« Moi je connais certains qui vont pour leur rêve, pour apprendre quelque chose, en exemple comme le métier que je pratique ici. Parce que moi mon travail, j'aimerais partir pour obtenir des qualifications à l'étranger et revenir réaliser mon rêve chez moi ici. Parce que je sais que si je vais à l'étranger, je vais apprendre mais je ne peux pas y œuvrer à ma guise comme je le fais chez moi ici. Tu comprends. Maintenant comment peut-on savoir que j'ai réussi mon métier, je l'ai maîtrisé, c'est quand je reviens et fais un travail. Si je fais un travail en ce moment, on dira qu'elle vient de l'étranger. Le travail qu'on fait à l'étranger et celui qu'on pratique habituellement ici ne sont pas les mêmes. Elle a appris. Parce que même le maquillage de ceux qui sont à l'étranger et le maquillage qui se fait ici ne sont pas pareils. Lorsqu'une personne vient de l'étranger et fait le maquillage ici, dès que tu la vois tu sauras qu'elle a appris, qu'elle a étudié » (Jeune fille de 28 ans. Résidant au quartier Enta marché. Brevet d'études du premier cycle).

Par ailleurs, la famille d'un migrant qui a bien réussi est aussi décrite par nos enquêtés. Cela doit se manifester par l'amélioration des manières de vivre sur les plans économique et social. En effet, à travers l'argent qu'il envoie, la famille va pouvoir payer ses dettes et satisfaire les besoins alimentaires :

« Comment on peut le savoir ? La famille même va le ressentir. De la façon dont la famille vivait avant le départ du migrant et sa réussite en occident, ce ne sera pas la même chose pour la famille lorsque le migrant aura réussi et sera revenu en Guinée. Parce que si la famille s'endettait pour se nourrir, faisait le petit commerce pour se nourrir, tout cela va changer. Cela va quitter. La famille même saura que l'enfant est arrivé en Occident, les proches sauront qu'il est arrivé en Occident. Chaque fin de mois, certains émigrés envoient à la famille 300 ou 400 euros. Rien que cela peut satisfaire les besoins alimentaires de la famille. Cela change la vie de la famille » (Jeune Homme. 22 ans. Brevet d'études du premier cycle. Rapatrié de la Libye).

Les enquêtés n'ont nullement hésité à présenter le portrait du migrant qui n'a pas réussi et celui de sa famille. Souvent des rapatriés ou des refoulés selon le regard de la société, ce dernier est stigmatisé par certains et traité parfois comme quelqu'un n'ayant pas honoré sa famille. C'est donc une image qui n'est pas du tout belle au sujet de ce type de migrant :

« Quand tu pars en Occident et que tu reviens, tu es rapatrié, si tu ne fais pas attention ce sont les soucis qui vont te ronger. Ou bien tous vont te haïr. Ta famille même te dira que tu es un maudit. Tu es parti jusqu'en Occident, tu es un maudit. Beaucoup de personnes ont été en Occident et n'ont pas été rapatriés. Pourquoi tu peux y aller et être rapatrié ensuite. Tu es un maudit. Tout le monde te haïra. Ce n'est pas tout le monde qui se rapprochera de toi. Ce sont tes véritables amis, quelques véritables proches de la famille qui s'approcheront de toi. Tous te haïront. Même ceux avec qui tu t'entendais avant ton départ pour l'Europe » (Homme. 22 ans. Abandonné des études après avoir obtenu le bac. Résidant au quartier de Dar-es-Salam).

C'est une dure situation que le migrant rapatrié vivra dans son quartier et même parfois dans sa propre famille car cette dernière peut avoir honte de lui :

« Dans le quartier, partout où tu passes tu es indexé en disant ah ce type a été rapatrié. Regardez, il a été en Occident, et puis il a été ramené. C'est un maudit. Partout où tu passes, on parle de toi. Sa famille aura honte ! » (Homme. 22 ans. Abandonné des études après avoir obtenu le bac. Résidant au quartier de Dar-es-Salam).

Et parlant de son cas, ce jeune homme de 22 ans raconte :

« Pour mon cas, Je suis revenu cette année, le 06 décembre 2017. Depuis que je suis revenu dans ce quartier, certains amis avec qui j'ai connu l'enfance, nos relations ont changé. Même mes meilleurs partenaires avec qui je jouais, qui ne quittaient jamais chez moi, j'ai appelé certains au téléphone. Ils savent que je suis revenu, ils m'ont abandonné, ils ne me considèrent plus. Ils savent que j'ai été jusqu'en Libye mais je n'ai pas réussi à faire la traversée. Si j'avais réussi dans ce voyage, ils seraient en train de courir derrière moi dès qu'ils auraient su que je suis revenu » (Homme. 22 ans. Abandonné des études après avoir obtenu le bac. Résidant au quartier de Dar-es-Salam).

Donc, dans la mentalité de la société guinéenne, en général, le rapatriement est un échec même si certaines personnes essaient de voir les choses autrement et dans le bon sens. C'est le cas de ce garçon de 22 ans refoulé qui soutient que :

« C'est un échec et ce n'est pas un échec. La vie c'est deux choses : il y a ceux qui vont en Europe pour étudier ou pour travailler. Moi je voulais m'y rendre pour étudier. Le fait d'être rapatrié est à la fois un échec et une expérience. Les deux à la fois. L'échec émane de beaucoup de choses. Il y a la situation de la famille. Il y a aussi le fait qu'on n'a personne à l'étranger. J'ai passé beaucoup de temps à essayer de traverser depuis la Libye mais ça ne marchait pas. Donc j'ai réfléchi et je me suis dit que si ça ne va pas, vaut mieux se retourner en Guinée. J'ai finalement su que les choses n'allaient pas marcher lorsque j'ai constaté que toutes mes tentatives pour traverser sont restées vaines. J'ai compris que ça n'allait pas. [Silence] Pour moi, la famille n'a pas échoué. C'est moi qui ai échoué. Puisque dans la vie chacun a son destin » (Un garçon de 22 ans. Élève et habite dans le quartier Sangoyah mosquée. Candidat à la migration. Rapatrié après plusieurs tentatives).

Un autre qui a abandonné l'école pour migrer souligne la même idée en insistant même sur les conséquences comme la folie :

« S'il revient de l'Occident sans rien réaliser, il a échoué. Le plan a échoué. Toi tu vas en Occident avec beaucoup d'argent [Blanc]. Nous avons un exemple ici. Il a travaillé et travaillé. Il a géré une boutique, et gérer encore. Tout l'argent qu'il a eu, il est parti en Occident. Et puis on l'a rapatrié après ça. Après il revient et reste tranquille tout simplement. Il y a un autre qui est parti en Occident, il a réussi. Il a eu des milliards. Ils l'ont rendu fou. Il déambule ici. Nous le connaissons. Il est là. Son petit frère est là. Lui il est devenu fou. Il ne fait que fumer la cigarette » (Jeune homme. 20 ans. Candidat à la migration. Abandonné de l'école pour voyager. Il habite le quartier Sonfonia centre).

Une vision corroborée par le témoignage de cette jeune fille :

« Les émigrés rapatriés sont indexés dans le quartier. Bien sûr. Les gens diront que "Ah ce monsieur est allé à l'étranger, il est revenu, il n'a rien fait". Il ne peut rien faire. C'est un vaurien. Donc si tu es doué d'esprit, si tu as une force de caractère, parce que c'est le caractère, quand les gens parlent dans ton dos, ne les écoute pas. Ne les écoute pas. Prie et invoque Dieu. Si c'est la coiffure que tu pratiques, tu te concentres sur

ça et tu y mets tous tes efforts. Dieu t'aidera dans ce cas. Mais s'il se trouve que tu écoutes les gens, tu ne pourras rien faire. Très vite tu vas te faire des soucis et finir par décéder » (Jeune fille de 28 ans. Résidant au quartier Enta marché).

Donc, le rapatriement est un signe d'échec du migrant. Mais il faut encore savoir que dans ce cas, c'est la famille même qui est indexée. Ce qui veut dire que le rapatriement est un échec non seulement pour le migrant mais aussi pour la famille :

« Ne pas réussir le voyage peut être considéré comme un échec pour la famille qui a investi de l'argent » (Homme. 26 ans. Enseignant dans un centre de formation professionnel. Résidant au quartier Dapompa Kokoma).

Quel profil pour l'émigré qui a réussi ?

La question du retour est souvent associée à la réussite du migrant, pour cette raison, aux yeux de personnes interrogées :

« La première des choses est qu'il reviendra avec une voiture. Et puis il va chercher à construire une maison. Et si c'est une personne intelligente il va essayer de mettre des projets sur place. Par contre il y a d'autres aussi qui vont essayer de faire de l'ambiance avec cela dans les boîtes de nuit. C'est que ce n'est pas la voiture seulement qui est vue, mais c'est le fait qu'on dise qu'il vient de l'étranger. Ce fait seulement a une grande connotation même si on fait des travaux sales là-bas. Mais quand on dit seulement que lui il est à l'étranger, on te donne tous les honneurs. C'est quand l'émigré construit une maison, ramène une voiture que les gens vont vraiment savoir que tu as réussi. Par exemple, j'enseigne dans une école professionnelle où le propriétaire a émigré et il est revenu, il a construit deux grandes écoles qui lui font entrer beaucoup d'argent. C'est quelqu'un qui a réussi. Moi j'étais à Sigiri. Il y a un jeune qui était parti. Il avait réussi au moins à se faire des papiers. Quand il est venu d'abord la première des choses c'est aller en boîte, consommer de l'alcool. Et tout dernièrement, il y a le petit frère de notre ami qui était venu. Dans ces causeries, il nous a fait comprendre qu'il a trompé une fille pour passer la nuit avec une autre. Donc il nous a dit qu'il faut au moins qu'il montre l'importance du fait qu'il était à l'étranger. Donc pour certains quand même, quand ils reviennent il faut d'abord faire l'ambiance. Apparemment en Europe il

n'y a pas d'ambiance [Rires] pas tellement comme en Afrique. L'émigré qui a réussi c'est celui qui est en train de reconstruire ; d'envoyer des voitures à ses parents, des téléphones tablettes, et des choses qui viennent de l'Europe et qui sont pratiquement différentes de ce que nous avons ici. Même les chaussures souvent, tu te rends compte que cette chaussure ne vient pas d'ici. Souvent il y a aussi le fait de réunir beaucoup de membres de la famille autour de la richesse si la personne réussit. Certains mêmes achètent des terrains et ils essaient de construire encore une concession familiale pour réunir beaucoup plus de personnes sous leur toit. J'en connais certains qui ont amené beaucoup d'argent et qui font des dépenses importantes à la fin de chaque mois.

Quand on dit réussir, il faut mettre le mot entre parenthèses ; parce que j'ai connu des gens qui sont allés là-bas, qui ont étudié, ils ont gagné un peu de sous et ils sont revenus. Ils ne font rien. Vous savez ce n'est pas parce que le migrant a réussi à l'étranger pour que toutes les portes lui soient ouvertes ici ! Vous savez au niveau des ministères, il faut avoir au moins un bagage intellectuel et des relations pour pouvoir s'insérer. Mais à part ça, quand tu viens ici c'est ta famille quand même, tu auras la porte ouverte dans ta famille. Même si tu as volé l'argent pour migrer, quand tu reviens ta famille va t'accueillir à la maison » (H. 26 ans. Enseignant. Quartier Dapompa Kokoma).

6. Alternatives à l'émigration irrégulière

Devant ce phénomène de l'émigration irrégulière considérée comme un fléau par les populations locales, il est pertinent de poser des actions urgentes en vue de la combattre. Cette partie a pour objet de faire une analyse approfondie de ce phénomène qui va donc des activités à développer aux types de formation professionnelle à offrir en passant par le rôle des parents, les rôles de l'État et des ONG pour mettre un terme à l'émigration irrégulière. À la question de savoir quelles sont les actions à réaliser ou les activités à proposer aux jeunes guinéens pour mettre fin à la migration irrégulière, un jeune rapatrié du Maroc répond:-

« Il faudrait créer des emplois pour les jeunes et trouver des infrastructures sportives pouvant retenir des jeunes dans le pays, mais également valoriser les études dans le pays. Abandonner le favoritisme, le clientélisme, l'affinité dans ce pays, rétablir les gens dans leur droit. Ce sont les jeunes, je mets l'accent sur les études. Il ne faut pas reculer, il faut te battre vraiment, ne pas rester assied à ne rien faire et mettre dans la tête que la solution c'est l'Europe. Donc moi la solution que je recommande aux jeunes, c'est rester chez eux dans le pays et se cramponner à leurs études » (S. Jeune rapatrié du Maroc).

Ce qui montre que ce dont les jeunes ont besoin c'est le travail. Il propose aussi la valorisation des études et surtout l'égalité des chances. Pour lui donc, c'est la solution et le moyen pouvant retenir les jeunes au pays.

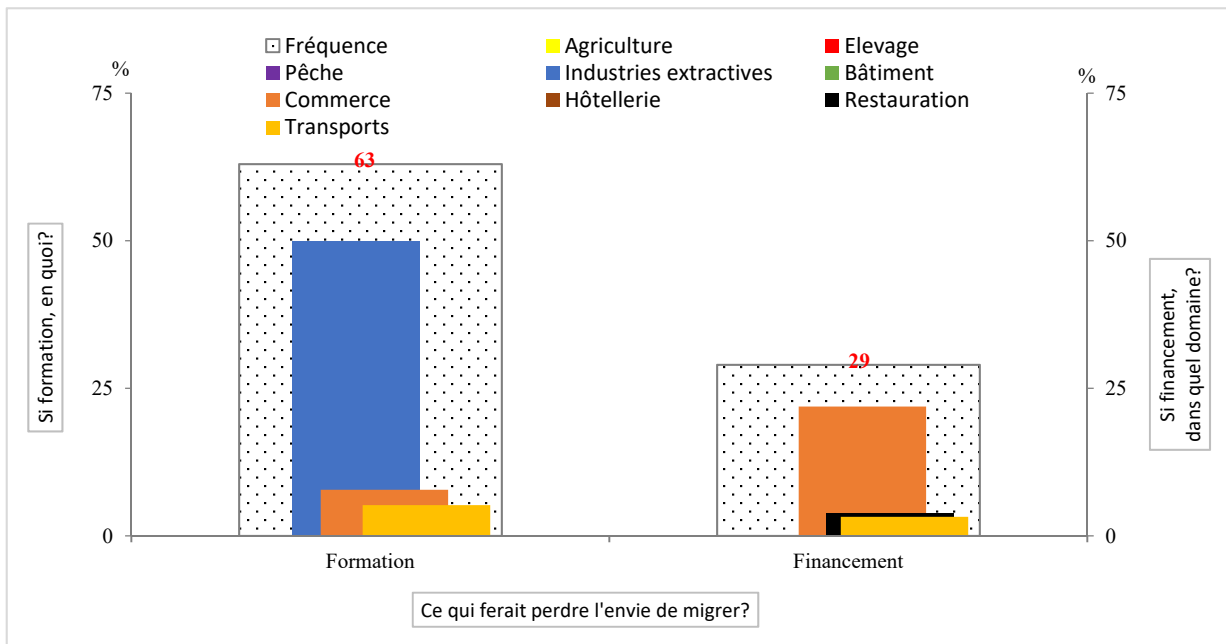
Un autre rapatrié estime que c'est l'État qui doit encourager le développement de l'entreprenariat privé et la création d'entreprises en recrutant les diplômés des centres de formation professionnelle :

« C'est l'État qui doit prendre des dispositions pour stopper la migration irrégulière. Quand un jeune est titulaire d'un métier après une formation professionnelle, il faut lui trouver du travail. L'État doit faire en sorte qu'il y ait assez de sociétés et entreprises qui puissent embaucher les jeunes fraîchement diplômés d'une formation professionnelle. Celui qui finit d'étudier, on l'embauche c'est ce qui est bien pour les jeunes. Si tu finis les études, tu envoies tes papiers pour qu'on t'aide à trouver un emploi. Présentement, il est difficile à un jeune de décrocher un stage à Conakry et quand le stage est obtenu, il n'est jamais embauché, c'est ce qui fait que les jeunes ont le courage de sortir du pays à la recherche du bien-être. Les activités à développer pour maintenir les jeunes sur place sont

nombreuses bien que chaque jeune ait sa propre ambition et son propre souci. Nous avons vu en Europe, même quand ton enfant est scolarisé, tu le soutiens dans ce qu'il entreprend, s'il veut jouer au ballon, tu le soutiens dans ça et s'il souhaite faire un métier, il est encouragé dans ça et encore s'il veut étudier pour être un fonctionnaire, il est appuyé dans ce sens. Donc, les parents et l'État gagneraient à comprendre ces réalités» (MM. Jeune rapatrié. Niveau d'étude : Une année au Centre de Formation Professionnelle de Ratoma).

Donc, de ces témoignages, nous comprenons que pour maintenir les jeunes au pays et les dissuader de ne pas prendre la route de l'émigration irrégulière, il faut la promotion de l'emploi. Ce qui fait qu'une des causes principales manifestement de la migration irrégulière, c'est la perspective d'obtenir un emploi durable et rentable.

Figure 12 : Ce qui vous ferait perdre l'envie de migrer, type et domaine de formation professionnelle



Source : GERM, mars 2017-mars 2018

Encadré 2 : Fodé. Jeune candidat à la migration

« Pour empêcher les jeunes de partir en Occident, ceux qui sont devant nous doivent aider les jeunes à trouver du travail ici quelle que soit sa nature. Selon moi, il ne s'agit pas seulement de donner des boulots aux jeunes mais au moins de leur permettre de gagner un salaire confortable afin qu'ils puissent subvenir à leurs besoins primaires parce que tout le monde sait qu'en Guinée, ce n'est pas facile. Il y a certains qui quittent la Guinée en abandonnant leur métier parce qu'avec le travail qu'ils ont ils ne gagnent pas bien leur vie. Si moi j'ai en Guinée un endroit où je peux gagner à la fin du mois 1.000.000 FG ou 1.500.000 FG, bien sûr je ne vais partir nulle part. Avec un tel salaire, je préfère rester en Guinée au lieu de partir traîner à l'étranger pendant deux à trois ans sans boulot garanti. L'État guinéen doit nous aider à avoir du boulot ici, un boulot décent. Vous voyez ? Moi, j'ai mes 28 ans et ça fait 28 ans que mes parents me soutiennent et me nourrissent. Ils me donnent le petit déjeuner. Tous les jours, ma maman me donne à manger. Je me couche à 23 h et je me réveille tous les jours à 12 h voire 13h par-là, tout ça là c'est m'habituer à la paresse parce que je n'ai pas d'occupation. On doit nous aider à avoir du boulot. On veut aider nos mamans. Nos mamans sont là. Elles souffrent plus que nous parce que nous ~~ne~~ sommes des jeunes. Nos parents sont fatigués et malades. Eux, ils ne feront que prier pour que le Bon Dieu nous aide. Mais nous ne pouvons rester et les voir souffrir tous les jours. C'est le cas de nombreux jeunes en Guinée. C'est pour cela que les jeunes veulent partir pour se battre et aider leurs mamans, leurs papas, leurs petites sœurs. Vous voyez ? Pour payer le loyer, l'eau et l'électricité. Tout le monde le sait que si tu n'as pas de moyens chaque jour c'est l'injure donc on doit nous aider car nos mamans souffrent ici. On peut proposer plusieurs activités aux jeunes pour mettre fin à la migration irrégulière. Il y a les sociétés minières en Guinée. Aidez les jeunes qui ont les métiers à aller faire des stages dans ces sociétés minières ».

Encadré 3 : Juliana. Directrice d'école. Psychologue

« Pourquoi les jeunes s'en vont ? Pourquoi ils ont tellement envie de partir ? Pour moi, c'est normal que les jeunes veuillent découvrir le monde. Aujourd'hui, le monde est très ouvert. Il y a tant de mobilité, de facilité de voyager. C'est donc normal que les gens aient envie de voir ailleurs aussi. Maintenant, le souci est que ceux qui partent à l'aventure ne savent même pas ce qui les attend. Alors la cause principale c'est cette difficulté de s'épanouir en Guinée. Aujourd'hui, dans toutes les familles, vous trouverez un, deux, trois, voire plusieurs jeunes soi-disant diplômés qui ne savent pas comment se prendre en charge, qu'est ce qui faut faire avec, pour trouver un travail. C'est difficile, qui doit donner des perspectives à ces jeunes ? Ils ont passé des dizaines d'années dans le système scolaire en Guinée. D'ailleurs, il faut s'interroger sur ce que l'école leur a donné comme arme, comme bagage pour la vie en termes de niveau, de compétences et d'ambitions. Il y a des soucis sérieux. Pour beaucoup de jeunes, ils n'ont pas accès aux crédits bancaires, ils ne savent même pas comment y accéder éventuellement et peut-être ils n'ont même pas cette ambition à cause de cet attentisme, montre-moi le bureau où je peux entrer et signer des paperasses. Malheureusement, ça fait défaut dans le système éducatif cette formation à l'entrepreneuriat. Il faut susciter l'intérêt, encourager les jeunes et les aider à réfléchir sur leur propre potentiel parce que pour entreprendre, il faut que les jeunes soient capables de développer un petit projet quelconque mais qui va les valoriser avec leurs propres potentiels ».

Par conséquent, les propositions d'activités pour mettre fin à l'émigration irrégulière tournent autour de la création d'emploi avec l'entrepreneuriat et la création d'entreprise, la formation professionnelle et le financement des projets des jeunes. Cela leur permettra de gagner de l'argent et de rester dans leur localité. Ainsi, le rôle des parents dans cette lutte est aussi à interroger.

Les parents et la migration

Dans ce combat contre l'émigration irrégulière, les parents ont un très grand rôle à jouer. En effet, notons que la plupart des migrants disent qu'ils voyagent pour leur famille et leur communauté. L'influence des familles est analysée comme un des déterminants de la migration. Ce qui explique alors une forte pression sociale qui pousse les jeunes à vouloir

émigrer à tout prix. Dans l'organisation du voyage aussi, il est vu que les parents jouent un grand rôle. Pour la plupart du temps, ce sont eux qui financent les voyages de leurs enfants, et les aident sur le plan mystique souvent. Les pertes en vies humaines aussi les concernent directement. En effet, personne, aucun parent ne veut perdre son enfant. Ce phénomène les interpelle donc directement. Ce qui fait que leur rôle est attendu par les enquêtés dans beaucoup de domaines.

Ainsi, selon un jeune rapatrié du Maroc, les parents sont plus attendus dans l'éducation de leurs enfants. Ce qui leur permettra de savoir comment atteindre ses objectifs sans aventurer. Il soutient dès lors que « *pour mettre fin à la migration irrégulière, les parents doivent, dès le bas âge, s'occuper de l'éducation de leurs enfants, les soutenir dans leurs objectifs, tu vois, les parents doivent encore travailler très fort pour satisfaire les besoins de leurs enfants pour ne pas que ceux-ci aient envie de migrer, aller en Europe là-bas chercher du n'importe quoi voire même prendre la mer* » (S. Jeune rapatrié du Maroc).

C'est une opinion partagée par la plupart des enquêtés à l'instar de MM, un jeune rapatrié qui pense que la contribution des parents dans cette lutte doit être plus du côté financier : « *Pour que les enfants ne s'adonnent pas à la migration irrégulière, les parents doivent soutenir intégralement leurs enfants et ce que l'enfant demande, il faut le lui procurer. Et si les parents ne sont pas mieux lotis financièrement, qu'ils arrêtent de faire trop d'enfants* » (MM. Jeune rapatrié. Niveau d'étude : Une année au Centre de Formation Professionnelle de Ratoma).

Dans cette même perspective, RTS, un jeune rapatrié de Libye, soutient d'une manière critique que : « *Nos parents auraient dû travailler lorsqu'ils étaient jeunes, il est difficile de mentir à ce sujet, parce que si tu travailles et que tu es sérieux, tes enfants ne souffriront pas trop et tu pourras t'occuper de leur avenir. Les enfants étudieront sans trop de difficultés et lorsqu'ils obtiendront leur diplôme, ils pourront facilement être utiles à leur nation* » (RTS. Jeune rapatrié de Libye. Niveau scolaire : Première année universitaire en Economie).

Par contre, d'autres analysent l'impuissance des parents face à ce phénomène qui les dépasse largement. De plus, ils se désolent toujours de voir leurs enfants, après avoir fini leurs études, errer dans la rue malgré leurs sacrifices sur le plan économique pour financer tout leur cursus scolaire. C'est souvent cela qui pousse la plupart des parents à soutenir directement leurs enfants dans leur projet migratoire.

Tout cela pour dire que les parents ne sont pas bien placés pour empêcher leurs enfants de prendre les routes de l'émigration irrégulière. La contribution des parents dans bien des domaines n'est pas à négliger. Sous ce rapport, un interviewé estime que les parents ayant les moyens de retenir leurs enfants en Guinée doivent davantage s'investir contrairement à ceux qui ne disposent pas de moyens :

« Il y a certains parents en Guinée qui ne peuvent rien faire pour que leurs enfants ne migrent pas dans des conditions hasardeuses parce qu'ils n'ont pas les moyens. Par contre, il y a certains parents qui ont certes les moyens mais qui ne font rien au profit de leurs enfants. Moi Fodé, même si ma maman me demande de ne pas partir et de rester je vais qu'à même m'en aller parce qu'elle n'a rien pour régler mes petits besoins. Je ne peux pas rester ici et tourner les pouces. Elle n'a rien et moi aussi je n'ai rien ! Le peu qu'on a ne nous suffit pas ! » (Fodé. Jeune candidat à la migration).

Une opinion qui n'est pas du tout partagée par Issiaga qui juge que :

« Le rôle des parents doit être d'éduquer leurs enfants, les mettre à l'école ou de les mettre à l'apprentissage d'un métier, ce qui peut être bien pour nous et pour nos parents à l'avenir » (Issiaga. 28 ans. Non scolarisé. Maçon. Jeune candidat à la migration).

Parlant dans le même sens, Assane et Juliana soutiennent que les parents peuvent s'appuyer sur l'éducation et la sensibilisation pour dissuader leurs enfants de faire la migration irrégulière :

« Il faut passer d'abord par l'éducation ! Il faut éduquer les enfants ! Leur faire savoir qu'en étant en Guinée, ils peuvent au pire des cas vivre alors que partir dans des conditions douteuses, c'est presque se suicider ! Il faut informer les gens des dangers du voyage. Qu'ils peuvent rencontrer toutes sortes de peines en quittant le pays pour se rendre en Libye. Les parents doivent arriver à convaincre leurs enfants à rester dans leur pays. Ils doivent leur donner les conseils qu'il faut pour qu'ils restent au pays » (Assane. Policier. Kaloum).

Par ailleurs, comme contribution, les parents peuvent aider les jeunes à trouver un emploi. Ce qui leur permettra de subvenir à leurs besoins et par conséquent d'être autonomes. Ainsi, Mabinty argumente :

« Les parents doivent, s'ils en ont les moyens, aider leurs enfants à être employés et comme ça ils deviennent autonomes et peuvent subvenir à leurs besoins » (Mabinty. 60 ans. Mariée et mère de 5 garçons. Parent de migrant rapatrié).

Néanmoins, des parents interrogés comme AT, reconnaissent leur impuissance du fait que la plupart d'entre eux ignorent les projets de leurs enfants. De plus, la balle est renvoyée dans le camp de l'État accusé de n'avoir pas assuré l'emploi à ses fils :

« Les parents ne peuvent pas conseiller ou empêcher leurs enfants de ne pas émigrer parce que certains se cachent de leurs parents pour aller en aventure. Les parents ne savent pas et s'inquiètent pour leur enfant. Donc, ce que je peux dire pour que les enfants restent sur place, il faudrait qu'il y ait du travail en Guinée pour que les jeunes puissent se nourrir et vivre parce que nul ne sait quand est-ce qu'il va mourir. Notre souhait est que lorsque tu as un enfant, à la vieillesse, qu'ils puissent prendre la relève et comme ça il pourra avoir la bénédiction des parents. Mais maintenant les enfants ne peuvent pas chercher la bénédiction, toi qui le mets au monde c'est à toi de chercher sa bénédiction » (AT. Parent de jeune candidat à la migration).

En somme, il faut comprendre le rôle que doivent jouer les parents dans le combat contre l'émigration irrégulière même si certains tendent à les nuancer. Les parents sont attendus à différents niveaux : l'éducation, l'encadrement et l'orientation de leur progéniture. Pour les enquêtés, les parents doivent suivre les jeunes et s'informer de leurs projets et les dissuader à ne pas prendre des décisions hasardeuses. En outre, les parents sont attendus dans l'atténuation de la pression sociale, notamment en ne contribuant pas à financer ou à encourager les projets d'émigration irrégulière de leurs enfants. Cependant, c'est un grand rôle qu'ils doivent partager avec l'État, ses agents et ses services.

Les services de l'État face à l'émigration irrégulière

Quand on parle de politique de développement et de création d'emploi, l'on pense généralement à l'État avec ses différents services et agents. Ils sont attendus dans le financement des projets des jeunes, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises, etc. dans le but de réduire le taux de chômage et encourager l'emploi des jeunes.

Pour ce qui est de l'État, l'attente est très grande de la part des jeunes et des parents. C'est la création d'emploi surtout qui doit se réaliser à travers un rétablissement des relations entre les jeunes et les acteurs de développement, l'orientation, la formation, le financement des projets des jeunes.

Ainsi, pour un jeune rapatrié du Maroc, *« l'État doit lutter contre la corruption. L'État guinéen doit avoir de la considération vis-à-vis de la jeunesse guinéenne, créer l'emploi, c'est ça la priorité quoi. Il faut créer de l'emploi pour les jeunes, beaucoup d'activités professionnelles et d'écoles professionnelles, je crois que c'est ça. La sensibilisation également »* (S. Jeune rapatrié du Maroc).

C'est la même idée qui est développée par MM, un autre jeune rapatrié. Selon lui, *« le rôle de l'État pour faire face à l'émigration irrégulière est de multiplier les usines. Aussi, après les études des enfants et l'obtention des diplômes, l'État doit procéder au recrutement de nouveaux fonctionnaires chaque année pour que les jeunes puissent travailler. Sinon il y a trop de chômage en Guinée, ce qui encourage tout le monde et notamment les jeunes à partir. Il n'y a pas l'argent pour les jeunes ici »* (MM. Jeune rapatrié. Niveau d'étude : Une année au Centre de Formation Professionnelle de Ratoma).

Donc, l'État est attendu en matière de création d'emplois, ce qui passe par des recrutements au niveau de la fonction publique. Dès lors, RTS, un autre jeune rapatrié de Libye milite pour une plus grande considération de la jeunesse dans les politiques de l'emploi. Une chose qui doit passer surtout par l'industrialisation :

« Le gouvernement doit prioritairement offrir du travail à la jeunesse. Aujourd'hui en Guinée, les jeunes terminent leur cursus universitaire mais sans appui et sans relation, impossible de trouver du travail donc de quoi se nourrir. Beaucoup de jeunes vendeurs à la sauvette ont fini

leurs études depuis fort longtemps mais faute de relation, ils n'ont jamais travaillé ni à la fonction publique ni dans le privé. Donc les gouvernements ont intérêt à construire des usines » (RTS. Jeune rapatrié de Libye. Niveau scolaire : Première année universitaire en Économie).

Une option jugée pertinente par la plupart de nos enquêtés qui ne voient que la création d'emplois comme seule solution que peut apporter l'État et ses services :

« L'État doit créer du travail et mettre les jeunes à la place qu'ils méritent. Si on place chacun à la place qu'il faut, personne ne pourra sortir du pays pour s'adonner à l'émigration irrégulière. Mais quand un jeune n'a rien et a perdu tout espoir de se réaliser sur place, il sera encouragé à aller se chercher ailleurs, même au péril de sa vie. Il voit ses parents démunis et sans avenir, son cœur sera serré ; c'est pourquoi beaucoup de jeunes vont à l'aventure » (Mabinty. 60 ans. Mariée et mère de 5 garçons. Parent de migrant rapatrié).

Toutefois, il faut aussi reconnaître qu'il existe des structures créées dans le sens de la promotion de l'emploi des jeunes par l'État. Des structures que beaucoup d'enquêtés jugent comme étant sans importance :

« En Guinée, nous avons l'Agence Guinéenne pour la promotion de l'emploi, l'Organisation nationale pour le perfectionnement professionnel et bien d'autres structures. Normalement, ces institutions devraient récupérer les étudiants diplômés sortis des différentes universités, les former pour les offrir du travail mais malheureusement elles ne jouent pas leur véritable rôle » (RMP. Jeune candidat à la migration).

En fin de compte, il est à comprendre que les services et agents de l'État sont attendus dans la lutte contre l'émigration irrégulière. Leurs interventions sont pertinentes dans les domaines de la sensibilisation/information, de la formation professionnelle, de l'accompagnement technique et du financement de projets des jeunes. Leurs interventions doivent non seulement avoir des résultats sur l'emploi des jeunes et sur la diminution du taux de chômage mais aussi favoriser l'autonomisation des jeunes avec une offre de formation professionnelle conséquente, suffisante et satisfaisante en répondant aux besoins des jeunes.

Conclusion

À titre de rappel, en Guinée, la pauvreté étant un phénomène multidimensionnel, son analyse sous le seul angle monétaire est en général insuffisante pour appréhender la réalité. En effet, l'accès à certains services et infrastructures sociaux (santé, éducation, eau, hygiène et assainissement) est très révélateur des conditions de vie d'une population. Ainsi, les indicateurs d'habitat et du cadre de vie traduisent plus directement le niveau des conditions de vie des populations et le fait pour les ménages de posséder un logement avec un toit ou des murs en matériaux définitifs est le reflet d'un certain confort. L'accès aux utilités publiques rend la vie plus facile, et l'eau potable en particulier est le vecteur d'une meilleure santé, tout comme les toilettes décentes. L'analyse des indicateurs liés à ces aspects sera abordée plus en détail dans les ODD dont ils relèvent plus spécifiquement.²⁴

Ce faisant, la situation de la pauvreté estimée à partir de la ligne nationale de pauvreté (de 8 800 francs guinéens, soit environ 1,10 \$US) s'est aggravée au cours de la dernière décennie, comme l'atteste l'indice de la pauvreté qui est passée de 49,1 % en 2003 à 53,0 % en 2007, puis à 55,2 % en 2012 (Nations unies. Commission économique pour l'Afrique. Profil de pays : Guinée, 2015).

Avec une telle situation de pauvreté, la migration en Guinée ne cesse de connaître des proportions importantes. Pour cette raison, cette étude nous a permis de comprendre que l'envie de se réaliser et les nombreuses difficultés rencontrées pour trouver un emploi décent et rentable poussent la plupart des jeunes guinéens à penser que l'émigration est la seule option. Egalement, nous avons compris par cette étude que la migration est un projet dans lequel certains d'entre eux sont aidés par leurs parents et amis qui sont sur place ou à l'étranger et avec qui ils sont en permanence en communication via les TIC (WhatsApp (environ 20%), Facebook (un peu moins de 20%), Imo (environ 15%), Viber (environ 10%), Skype (un peu moins de 10%). Un tel intérêt prêté au voyage peut se comprendre par le fait qu'en Guinée, toutes les portes sont ouvertes pour le migrant qui a réussi. La société lui voue un respect et une grande reconnaissance. Il gagne du prestige et de la notoriété devant ses pairs qui n'ont pas migré ou qui n'ont pas réussi dans la migration. Toutefois, le rapatriement vers le pays d'origine est ainsi une honte et un échec à la

²⁴ République de Guinée. Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au forum politique de haut niveau - New-York, juillet 2018. Rapport national draft. Version 3. Juin 2018.

fois. Dès lors, le projet migratoire devient un projet de toute la famille qui y cherche à gagner un statut social.

En plus, c'est l'afflux grandissant de mineurs non accompagnés qui paraît inédit dans ce phénomène. Si la question n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dans une tout autre logique. Les stratégies migratoires des mineurs semblent plus fluctuantes que celles des adultes. Elles sont tantôt collectivement organisées, tantôt inscrites dans des logiques cachées et individuelles. Qu'ils soient adultes ou mineurs, les guinéens candidats à la migration partagent le plus souvent la même pression sociale pour ce qui est de réussir, pour eux-mêmes et pour leurs communautés. Les migrants déjà installés en Europe ou ailleurs, revenus en vacances visiter leur famille et affichant des signes extérieurs de richesses (voiture, maison, argent, habits et parures) sont une première source d'inspiration et sont vus comme des modèles de réussite.

Il faut également souligner qu'en dehors du territoire guinéen, les routes migratoires prennent trois directions principalement. Lorsqu'elles ont la région d'Afrique centrale comme destination, elles transitent par la Côte d'Ivoire pour descendre vers le Sud. Ensuite, des routes passent par le Mali (Bamako, Gao, Kidal) puis le Niger (Agadez), d'où elles rejoignent le désert algérien (Tamanrasset) pour finir aux portes de la Méditerranée soit par le Maroc, soit par la Libye. La dernière direction est celle que des migrants guinéens prennent en passant par le Sénégal, puis la Mauritanie pour enfin se rendre au Maroc.

Face à cette situation, les mineurs guinéens non accompagnés sont, de plus en plus, sur les routes migratoires pour rejoindre leur famille ou de simples connaissances déjà installées en Europe. Pour se rendre en Algérie, eux ainsi que d'autres migrants guinéens et subsahariens passent soit par Gao au Mali ou à Agadez au Niger en prenant les bus publics. Leur voyage est rendu possible dans ces deux pays où ils jouissent de la liberté de circulation dans l'espace communautaire de la CEDEAO. À Gao ou à Agadez, ils effectuent le voyage avec l'aide de passeurs.

Il y a également des guinéens qui passent par le Sénégal puis par la Mauritanie pour rejoindre le Maroc en espérant se rendre en Europe lorsque les conditions sont favorables.

En Mauritanie, au Maroc²⁵ ou en Algérie, ces candidats guinéens à la migration vivent dans ces pays le plus souvent durant quelques jours où ils s'activent dans le commerce ambulante en vendant des produits en provenance de la Chine ou du Nigéria. Une telle activité est un moyen pour eux de gagner leur vie et de reconstituer un capital économique conséquent pour continuer le voyage vers l'Europe. À la différence du Maroc et de la Mauritanie où la majeure partie d'entre eux s'activent dans le commerce ambulante, en Algérie par contre ils se reconvertissent dans la maçonnerie (carrelage, platerie, ferronnerie, etc.) sans être le plus souvent payés par leurs employeurs.

Dans ces différents pays de passage, Mauritanie, Niger Maroc ou Algérie, les candidats guinéens à la migration sont regroupés dans des maisons abandonnées afin de ne pas attirer l'attention. Au Maroc, les migrants qui souhaitent franchir la frontière pour se rendre à Melilla s'installent à Nador où ils peuvent trouver un facilitateur pour les aider à réaliser le voyage moyennant des sommes d'argent conséquentes. Le plus souvent les sommes d'argent réclamées par les passeurs tournent autour de 200.000 et 400.000 FCFA.

En clair, les guinéens candidats à l'émigration sont confrontés dans leur périple, à l'insécurité. Celle-ci provient soit des conditions naturelles difficiles (le désert), des groupes armés non contrôlés ou encore à la crise des États (Mali, Libye). Ne pouvant pas traverser certaines zones tous seuls, les migrants ont besoin, tout au long de leur périple, de l'aide de beaucoup de personnes, dont les passeurs et leurs réseaux. Cette aide est d'autant plus nécessaire quand les migrants quittent l'espace ouest africain de la CEDEAO où les visas ne sont pas nécessaires à leur mobilité. Mais cela ne suffit pas toujours à assurer les voyages. Les enlèvements de migrants par des groupes rebelles (en Libye) qui demandent ensuite des rançons aux familles sont de plus en plus fréquents.

Malgré tout cela, l'image du migrant symbole de réussite est encore marquante dans l'imaginaire de beaucoup de communautés guinéennes et l'actualité des migrants irréguliers qui meurent en tentant de rallier l'Europe n'a pas nécessairement contribué à tuer les vocations.

²⁵ Il est important de noter que les détenteurs de passeports de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest peuvent entrer au Maroc sans visa pour une période de 90 jours.

Face à cette situation, des actions sont aussi proposées par les personnes enquêtées pour mettre fin à l'émigration irrégulière. Cela va dans le sens de trouver aux jeunes un emploi durable et rentable pouvant leur fixer dans leurs zones. Ainsi, ils interpellent les parents ainsi que les agents et services de l'État.

Bibliographie

MAGUER Azilis (2002) La coopération policière transfrontalière, moteur de transformations dans l'appareil de sécurité français, *Cultures & Conflits*, 48, pp. 33-56.

MUXEL Anne (1996) *Individu et mémoire familiale*, Paris, Nathan, 226 p.

REPUBLIQUE DE GUINEE (2018) Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au forum politique de haut niveau - New-York, 2018. Rapport national draft. Version 3. Juin.

REPUBLIQUE DE GUINEE. Ministère du plan et de la coopération internationale. Institut national de la statistique (INS). Troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3). Rapport d'analyse des données du RGPH-3. Edition Décembre 2017

REPUBLIQUE DE GUINEE. Ministère du Plan et de la Coopération Internationale. Institut National de la Statistique (INS) Bureau Central de Recensement (BCR). Troisième recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3). Rapport d'analyse des données du rgph-3. Edition décembre 2017

REPUBLIQUE DE GUINEE. Ministère du plan et de la coopération internationale. Institut national de la statistique (INS). Troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3). Rapport d'analyse des données du RGPH-3. Edition Décembre 2017.

RODIER Claire (2010) Frontex, l'agence tout risque, *Plein Droit*, 87, pp. 8-11.

TANDIAN Aly (2017) "Migrations africaines et politiques migratoires en cours" in Actes du Colloque international de Dakar, Université Cheikh Anta Diop, Les relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement, juin, pp. 88-97.

Webographie

<https://www.guineenews.org/pauvrete-en-guinee-plus-de-90-ont-manque-dargent-en-2017/>

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview>

<http://www.panapress.com/La-Guinee-signe-un-accord-sur-l-immigration-avec-l-Espagne--13-639373-18-lang4-index.html>

https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/aktuell/news/2011/ref_2011-10-14.html

<http://www.apimig.com/?p=5283>

<https://www.bcmedia.org>

<https://afrique.latribune.fr/politique/2018-01-07/la-guinee-et-l-italie-reprennent-leurs-relations-apres-une-longue-interruption-763726.html>

<https://www.iom.int/fr/news/loim-aide-165-migrants-rentrener-chez-eux-en-guinee-conakry>

<https://www.guineenews.org/pauvrete-en-guinee-plus-de-90-ont-manque-dargent-en-2017/>

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview>

<http://www.guineepolitique.com/guinee-lutte-contre-la-pauvrete-et-omd-en-plus-de-ce-quaucune-cible-des-omd-na-ete-atteinte-la-pauvrete-sest-aggravee-ces-dernieres-annees-tant-dans-sa-composante/>

<http://www.banquemondiale.org/fr/country/guinea/overview>



**ROSA
LUXEMBURG
STIFTUNG**

AFRIQUE DE L'OUEST

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal

Téléphone: +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | Website: www.rosalux.sn